



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 JUIN 1945

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 23rd, 1945

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Kings Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.  
8152 — 1-52

### Lettres patentes

#### "Barbara Mae Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1945, constituant en corporation: Irving Zaritsky, vendeur, Joseph Zaritsky, boutonnié, Abraham J. Rosenstein, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et de vêtements de toute sortes pour femmes et enfants, sous le nom de "Barbara Mae Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en trois cents (300 actions ordinaires d'une valeur au pair de (\$50) cinquante dollars chacune, et en cent actions privilégiées (100) d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9612

L. DÉSILETS.

### Letters Patent

#### "Barbara Mae Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1945, incorporating: Irving Zaritsky, salesman, Joseph Zaritsky, button-hole contractor, Abraham J. Rosenstein, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds for women and children, under the name of "Barbara Mae Corporation".

The amount of the capital stock of the Company is to be Twenty Thousand Dollars (\$20,000), divided into three hundred (300) common shares of a par value of (\$50.00) Fifty Dollars each, and one hundred preference shares (100) of a par value of Fifty Dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1945.

A. DÉSILETS,

9612-o

Deputy Attorney General.

**"Bégin & Frères, Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de février 1945, constituant en corporation: J.-Elzéar Bégin, marchand de grains, Germaine Rouleau, fille majeure usant de ses droits, tous deux de la cité de Québec, et Lucien Rhéaume, gérant, de Château-Richer, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de grains, farines, foin et provisions de ferme de toutes sortes, pour semences et nourriture, et à ces fins, acquérir, acheter, produire, manufacturer, vendre, importer, exporter, entreposer, transporter et distribuer les dites marchandises, matières premières et produits et, en général, toutes les denrées et autres choses relatives à ce commerce, sous le nom de "Bégin & Frères Inc.", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le seizième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS

9613-o

**"Bégin & Frères, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1945, incorporating: J. Elzéar Bégin, grain merchant, Germaine Rouleau, spinster in the use of her rights, both of the city of Quebec, and Lucien Rhéaume, manager, Château Richer, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in grain, flour, hay and provisions for the farm of all kinds, for seeding and for food and for such purposes, to acquire, buy, produce, manufacture, sell, import, export, store, transport and distribute the said merchandise, raw matter and products and, in general, all the foodstuffs and other things connected with the said business, under the name of "Bégin & Frères Inc.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9613

**"Bergeron & Potel Limitée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de février 1945, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Robert Desy, notaire, Francine Gravel, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter, exécuter et exercer toutes ou l'une quelconque des industries d'entrepreneurs généraux, constructeurs, dragueurs, excavateurs, pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien, la démolition, l'excavation et la mise en opération d'édifices publics et privés, chemins, ponts, fossés, travaux et autres bâtiments de toute sorte et description;

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et foncière et d'une agence d'immeubles et agir comme courtiers en immeubles et évaluateurs et comme agents d'assurance, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de Québec, sous le nom de "Bergeron & Potel Limitée", avec un capital total de \$20,000., divisé en 150 actions privilégiées à 6% d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le troisième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9614-o

**"Bergeron & Potel Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1945, incorporating: Lucien Roux, advocate, Robert Desy, notary, Francine Gravel, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate, engage in and carry on all or any business whatsoever as general contractors, builders, dredgers, excavators for the construction, erection, repairing, altering, maintenance, demolishing, excavating and operating of public and private buildings, roads, bridges, ditches, works and other buildings of every kind and description;

To carry on the business of a real estate and land company and of a real estate agency, as act as real estate brokers and valuers and insurance agents, subject to previous consent of the Superintendent of Insurance of Quebec, under the name of "Bergeron & Potel Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 150 preferred 6% shares of a par value of \$100 each and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9614

**"Calumet Protestant Cemetery Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetièrre, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel L. Willman, expéditeur de bois, Edward Thomas Willman, Thomas William Hoare, cul-

**"Calumet Protestant Cemetery Inc."**

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Samuel L. Willman, Lumber Shipper, Edward Thomas Willman, Thomas William Hoare, Far-

tivateurs, Walter Welden, garagiste, Harold G. Brannan, agent, Robert C. Whinfield, marchand, Janet N. Welden, marchand d'automobiles, George E. Higginson, scierie et usine d'énergie électrique, tous de Calumet, et Thomas Daniel McMichael, cultivateur, de Grenville, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Administrer, entretenir et contrôler un cimetière à Calumet, Québec, district de Terrebonne, sous le nom de "Calumet Protestant Cemetery Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de trois mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Calumet, Québec, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9615

JEAN BRUCHESI.

**"Chaussure Lacasse Ltée"**

**"Lacasse Shoe Manufacturing Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour de février 1945, constituant en corporation: Gérard Lacasse, manufacturier, Paula Gougeon, Noëlla Ferland, toutes deux sténographes et filles majeures, Joseph O. Bonnier, syndic, et Fernand Loyer, agent de collection, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, d'importateurs, d'exportateurs et marchands de bottes de chaussures, de souliers, de pantouffles, de couvre-chaussures et généralement toutes les formes de chaussures pour le pied et leurs accessoires: de cuir et de toutes sortes d'objets en cuir, de caoutchouc et de toutes sortes d'objets en caoutchouc, de peaux vertes ou manufacturées, de cirages, de vernis et autres préparations par le cuir ou les chaussures, de formes, de supports, de tire-bottes, d'œilletts, de crochets, de lacets, de fermetures-éclair, de boucles et de tous autres accessoires ou articles nécessaires ou utiles en quelque manière que ce soit à la ligne d'affaire de la Compagnie; sous le nom de "Chaussure Lacasse Ltée" — "Lacasse Shoe Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9616-o

L. DÉSILETS.

**"Combustion Utilities Corp. of Quebec"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Julius Borer, comptable agréé, Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de bien de Julius Borer, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, tous trois de la cité de Montréal, et Marcel Goldarbeiter, gérant, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

mers, Walter Welden, Garage Operator, Harold G. Brannan, Agent, Robert C. Whinfield, Merchant, Janet N. Welden, Auto Dealer, George E. Higginson, Saw Mill & Power Plant, all of Calumet, and Thomas Daniel McMichael, Farmer, of Grenville, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manage, maintain and control a cemetery at Calumet, Que., in the District of Terrebonne, under the name of "Calumet Protestant Cemetery Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is Three thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Calumet, Que., in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of February, 1945.

JEAN BRUCHESI,

9615-o

Under Secretary of the Province.

**"Chaussure Lacasse Ltée"**

**"Lacasse Shoe Manufacturing Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1945, incorporating: Gérard Lacasse, manufacturer, Paula Gougeon, Noëlla Ferland, both stenographers and spinsters, Joseph O. Bonnier, trustee, and Fernand Loyer, collection agent, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, importers, exporters of and dealers in boots, footwear, shoes, slippers, overshoes and, generally all kinds of footwear and the accessories thereof; leather and all kinds of leather goods, rubber and all kinds of rubber goods, raw or manufactured hides, polish, varnish and other dressings for leather or footwear, lasts, supports, boot-jacks, loops, button-hocks, laces, zippers, buckles and any other accessories or articles necessary or useful in any manner whatsoever for the company's line of business, under the name of "Chaussure Lacasse Ltée" — "Lacasse Shoe Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

9616

Deputy Attorney General.

**"Combustion Utilities Corp. of Quebec"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1945, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Julius Borer, chartered accountant, Sophie Borer, secretary, wife separate as to property of Julius Borer, duly authorized by her husband for these presents, all three of the City of Montreal, and Marcel Goldarbeiter, manager, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire, manufacturer, produire, vendre, acheter ou autrement acquérir, importer, exporter, négocier et faire le commerce, en gros et en détail, de toutes sortes de produits chimiques, liquides et en poudres, et de produits chimiques d'aucune sorte et description;

Faire, manufacturer, produire, vendre, acheter, ou autrement acquérir, importer, exporter, négocier et faire le commerce, en gros et en détail, de brûleurs à l'huile, moteurs diesels, dispositifs; réceptacles, boîtes de conserves et cartons, conditionneurs d'huile, destructeurs de suie, purificateurs chimiques, produits chimiques additifs, produits chimiques pour le traitement de combustibles, y compris toutes catégories d'huiles combustibles, huiles de lubrification, charbon, coke, bois et gazoline, sous le nom de "Combustion Utilities Corp. of Quebec".

Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune, est de \$20,000.

La partie du capital-action qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille dollars (\$5,000) divisés en 50 actions de cent dollars (\$100) chacune, avec intérêt à 6% remboursables, non-cumulatives, non-participantes et ayant le droit de vote.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9617 L. DESILETS.

**"East Lake Lumber Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du troisième jour de février 1945, constituant en corporation: Alfred Plourde, Albert Plourde et Michel Plourde, tous trois entrepreneurs et industriels de la paroisse de Mont-Carmel, comté de Kamouraska, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter une industrie forestière complète et, à cette fin, se livrer à la coupe du bois de toute essence, à tous travaux de charroyage, de flottage, de dravage, de transformation sous toutes formes et de finition, et cela sans réserve;

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs des produits et sous-produits de la forêt sous toutes ses formes et de quelque nature que ce soit, ainsi que toute chose dans la fabrication de quoi entrent les dits produits et sous-produits, y compris le papier, sous le nom de "East Lake Lumber Company Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 350 actions privilégiées de \$100.00 chacune et 250 actions ordinaires de \$20.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pacôme, comté de Kamouraska, district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, le troisième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9618-o L. DESILETS.

**"Em-K-Ar System Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

To make, manufacture, produce, sell, buy or otherwise acquire, import, export, trade and deal in, wholesale and retail, all kinds of chemicals, both liquid and powder, and chemical products of every kind and description;

To make, manufacture, produce, sell, buy or otherwise acquire, import, export, trade and deal in, wholesale and retail in oil burners, diesel engines, appliances; containers, cans and cartons, oil conditioners, soot destroyers, chemical purifiers, chemical additives, chemicals for treatment of fuels including all classes of fuel oils, lubricating oils, coal, coke, wood and gasoline, under the name of "Combustion Utilities Corp. of Quebec".

The amount of the capital stock of the Company, divided into 150 Common shares of \$100.00 each, and 50 Preferred shares of \$100.00 each, is to be \$20,000.00.

The part of the capital stock to be issued as Preferred shares is Five thousand dollars (\$5,000) divided into 50 shares of One hundred dollars (\$100.00) each, with interest at 6% redeemable, non-cumulative, non-participating and voting.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1945.

L. DESILETS,  
9617-o Deputy Attorney General.

**"East Lake Lumber Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1945, incorporating: Alfred Plourde, Albert Plourde and Michel Plourde, all three contractors and manufacturers, of the parish of Mont-Carmel, county of Kamouraska, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a complete forestry business and, for such purpose, to engage in the cutting of timber of every kind, all kinds of carting, floating, driving, transformation works, under all their forms and finishings, and such, without any reserve;

To carry on business as manufacturers, traders, exporters and importers of products and by-products of the forest under all the forms thereof, and of any kind whatsoever, and also anything in the manufacturing of which the said products and by-products may enter, including paper, under the name of "East Lake Lumber Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares of \$100 each, and 250 common shares of \$20 each.

The head office of the company will be at St-Pacôme, county of Kamouraska, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9618 Deputy Attorney General.

**"Em-K-Ar System Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1945, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, C.R., avocat, Michael C. Herman, avocat, et mademoiselle Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits de brevets, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, procédés, méthodes, systèmes, machines, dispositifs économisant la main-d'œuvre, mappes, dessins industriels, concessions et choses semblables, conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser ou tout secret ou toute autre information quant à toute invention susceptible d'être utilisée à toute fin de la compagnie, ou dont l'acquisition pourrait sembler calculée pour profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis se rapportant à ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Agir comme agents et représentants pour les détenteurs ou possesseurs de droits de brevets, procédés, méthodes, systèmes, machines, dispositifs économisant la main-d'œuvre, mappes, marques de commerce et dessins industriels et permis, sous le nom de "Em-K-Ar System Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9619

L. DESILETS.

"Fainer Knitting Export Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1945, constituant en corporation: Charles Bernard Fainer, marchand, de la cité de Westmount, Bernard Isidore Fainer, marchands, de la cité d'Outremont, Harry Bernard Zaritsky, manufacturier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de marchandises sèches, soieries, satins, vêtements, garnitures, étoffes de toutes sortes, drap, cotonnades et laine, sous le nom de "Fainer Knitting Export Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9620

L. DESILETS.

"Fenmore Apartment Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1945, constituant en corporation: Edouard Cholette, Herbert Bayne McLean, Hyman Ernest Herschorn, notaires, et Walter Arthur Gardener-commis en chef, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Louis H. Rohrliek, K.C., advocate, Michael C. Herman, advocate, and Miss Libby Turner, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To apply for, purchase or otherwise acquire any patent, patent rights, copyrights, trade marks, formulae, licenses, processes, methods, systems, machines, labour saving devices, charts, industrial designs, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any other purpose of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

To act as agents and representatives for the holders and owners of patent rights, processes, methods, systems, machines, labour saving devices, charts, trade marks and industrial designs, and patents, under the name of "Em-K-Ar System Inc.", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 50 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,

9619-o

Deputy Attorney General.

"Fainer Knitting Export Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Charles Bernard Fainer, merchant, of the City of Westmount, Bernard Isidore Fainer, merchant, of the City of Outremont, Harry Bernard Zaritsky, manufacturer, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and do business in all kinds of dry goods, silks, satins, garments, trimmings, tissues of all kind, cloths, cottons and wool, under the name of "Fainer Knitting Export Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,

9620-o

Deputy Attorney General.

"Fenmore Apartment Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1945, incorporating: Edouard Cholette, Herbert Bayne McLean, Hyman Ernest Herschorn, notaries, and Walter Arthur Gardener, chief clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acquérir au moyen d'achat, bail, échange, concession ou autrement des biens immobiliers de toute description ou tout intérêt et tous droits en iceux, prendre, ériger, détenir, posséder, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de ces biens ou tout intérêt en iceux; subdiviser ces propriétés en lots à bâtir et les disposer en lots, rues et lots à bâtir pour fins d'habitations ou autres avec le droit d'y construire des rues et les systèmes d'égout et de drainage nécessaires. Bâtir sur ces propriétés immobilières pour fins d'habitation ou autres, sous le nom de "Fenmore Apartment Company".

Le montant du capital-actions de la compagnie consistera en cent cinquante (150) actions privilégiées cumulatives à 5% d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et cent (100) actions ordinaires sans valeur nominale, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de deux mille dollars (\$2,000).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9621 L. DESILETS.

"Ferrenerie Cousineau, Limitée"  
"Cousineau Hardware Limited"

Avis est, par les présente, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1945, constituant en corporation: Henri Masson Loranger, avocat, de la cité de Westmount, Paul-Émile Champagne, avocat, Alice de la Sablonnière, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Conduire et exercer le commerce comme manufacturiers, importateurs, négociants de quincaillerie en général, métaux, peinture, mordants, huiles, vernis, menus objets, accessoires pour peintres, bois de construction, accessoires pour plombiers, bois, charbon, foin, grain, sous le nom de "Ferrenerie Cousineau, Limitée" — "Cousineau Hardware Limited", avec un capital total de \$15,000.00, divisé en 150 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9622-o L. DESILETS.

"Godbout & Fortin Inc."

Avis est, par les présente, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de février 1945, constituant en corporation: Paul Godbout, industriel, de Sillery, Jos. Fortin, industriel, de St-Louis de Courville, Paul-André Fortin, étudiant, de St-Louis de Courville, et Jean-Luc Godbout, comptable, de Ste-Anne-de-Beaupré, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail d'épicerie, grain, farine, remèdes brevetés, foin, pro-

To acquire by way of purchase, lease, exchange, concession or otherwise immoveable property of any description or any interest and rights therein, to take, build upon, hold, own develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such property or any interest therein; to subdivide such property into buildings lots and to lay out the same in lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise with power to construct streets thereon and the necessary sewerage and drainage systems. To build upon such property for residential purposes or otherwise, under the name of "Fenmore Apartment Company".

The amount of the capital stock of the company is to consist of One hundred and fifty (150) 5% cumulative preferred shares of the par value of One hundred dollars (\$100.00) each and One hundred (100) Common shares of no par value, and the amount of capital with which the company will commence its operations will be not less than Two thousand dollars (\$2,000.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9621-o Deputy Attorney General.

✓ "Ferrenerie Cousineau, Limitée"  
"Cousineau Hardware Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1945, incorporating: Henri Masson Loranger, advocate, of the city of Westmount, Paul-Émile Champagne, advocate, Alice de la Sablonnière, stenographer, spinster, these two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on business as manufacturers, importers, dealers in hardware in general, metals, paint, stains, oils, varnish, small-wares, painters' supplies, lumber, plumbers' supplies, wood, coal, hay, grain, under the name of "Ferrenerie Cousineau, Limitée" — "Cousineau Hardware Limited", with a total capital stock of \$15,000 divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9622 Deputy Attorney General.

"Godbout & Fortin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Paul Godbout, manufacturer, of Sillery, Jos. Fortin, manufacturer, of St-Louis de Courville, Paul-André Fortin, student, of St-Louis de Courville, and Jean-Luc Godbout, accountant, of Ste-Anne-de-Beaupré, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in groceries, grain, flour, patent medicines, hay, farm provisions of

visions de ferme de toutes sortes pour semences et nourriture des animaux et de toutes autres provisions d'usage domestique; et à cette fin, acquérir, acheter, produire, fabriquer, vendre, importer, exporter, entreposer et transporter les dites marchandises et tout ce qui a rapport à ce commerce, sous le nom de "Godbout & Fortin Inc.", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9623-o L. DÉSILETS.

#### "Hatley Farm Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois février 1945, constituant en corporation: Frederick Samuel Rugg, Charles de la Broquerie Mignault, avocats, et Marie-Louise Choquette, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Sherbrooke, Province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder et exploiter des fermes et faire tous travaux relatifs à la culture; produire, acheter et vendre du lait frais, et tous les produits du lait; manufacturer, vendre et autrement faire le commerce du lait condensé, conservé et évaporé et toute autre forme de préparation du lait; manufacturer, acheter et vendre toutes denrées alimentaires, cultiver, acheter, vendre tous les produits du jardin, de la ferme et du lait; cultiver, acheter, vendre et autrement faire le commerce de bêtes à cornes et de tout autre bétail, sous le nom de "Hatley Farm Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en cinq cents (500) actions sans valeur nominale, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de trois mille dollars (\$3,000).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trois février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9624 L. DÉSILETS.

#### "H. Murray Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize février 1945, constituant en corporation: Sonya Gertin, teneuse de livres, Rola Heller, commis, Bena Godlovitch, sténographe, toutes trois filles majeures, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries, toiles, et vêtements de toute sorte; faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement en disposer, confectionner, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements y compris des habits de sport pour hommes et garçons, toutes sortes de vêtements y compris des habits de sport pour femmes et enfants, sous le nom de "H. Murray Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

all kinds for seeding and for animal feed and all other provisions for domestic use; and for such purpose, to acquire, buy, produce, manufacture, sell, import, export, store, transport the said merchandise and anything else in connection with the said business, under the name of "Godbout & Fortin Inc.", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9623 Deputy Attorney General.

#### "Hatley Farm Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of February, 1945, incorporating: Frederick Samuel Rugg, Charles de la Broquerie Mignault, advocates, and Marie-Louise Choquette, stenographer, spinster, all of the City of Sherbrooke, in the Province of Québec, for the following purposes:

To own and operate farms and do all operations relative to farming; to produce, purchase and sell fresh milk, and all the products of milk; to manufacture, sell and otherwise deal in condensed, preserved and evaporated milk, and all other forms of manufactured milk; to manufacture, purchase and sell all food products; to raise, purchase, sell all garden, farm and dairy products; to raise, purchase, sell and otherwise deal in cattle and all other live stock, under the name of "Hatley Farm Limited".

The capital stock of the Company will be divided into five hundred (500) shares without nominal value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be three thousand dollars (\$3,000).

The head office of the Company will be at the City of Sherbrooke, in the Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9624-o Deputy Attorney General.

#### "H. Murray Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, incorporating: Sonya Gertin, bookkeeper, Rola Heller, clerk, Bena Godlovitch, stenographer, all three spinsters, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of men's and boys' wear including sportswear, and all kinds of ladies' and children's wear including sportswear, under the name of "H. Murray Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le treize février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9625 L. DÉSILETS.

**"J.-G. Boivin Ltée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de février 1945, constituant en corporation: J.-Gérard Boivin marchand Bernard Boivin commis, Marc Caron, vendeur, tous des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer acheter, négocier, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce et le négoce, en gros et en détail de vêtements, marchandises sèches de toutes natures et descriptions et de toutes ces autres choses qui sont généralement connexes au commerce de marchandises sèches et au commerce de vêtements;

Faire le commerce, en gros et en détail, de meubles, fournitures pour maisons, de ferronnerie, quincaillerie, vaisselle, jouets, vêtements pour dames et messieurs, sous le non de "J. G. Boivin Ltée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9626-o L. DÉSILETS.

**"Jobbers Supply Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1945, constituant en corporation: Lewis K. Freedman, David Coveler, Harold S. Freeman, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, de pièces d'automobiles, accessoires, instruments de toutes sortes et descriptions, moteurs, générateurs, accumulateurs, moteurs et machinerie comme importateurs et exportateurs, sous le nom de "Jobbers Supply Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9627 L. DÉSILETS.

**"Karo Incorporée" — "Karo Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1945, constituant en corporation: Marcel Farley, imprimeur, P.-Paul Gervais, chef de bureau, Reynald Farley, voyageur de commerce, tous

The head office of the Company will be at the City of Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

DÉSILETS,  
9625-o Deputy Attorney General.

**"J.-G. Boivin Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating: J.-Gérard Boivin, merchant, Bernard Boivin, clerk, Marc Caron salesman, all of the city and district of Chicoutimi, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, trade in, sell, import, export and otherwise carry on wholesale and retail, the business of and dealing in clothing, dry goods of every kind and description and any other things usually connected with the dry goods and clothing business;

To deal, wholesale and retail, in furniture, household supplies, ironware, hardware, crockery, toys, garments for ladies and gentlemen, under the name of "J. G. Boivin Ltée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9616 Deputy Attorney General.

**"Jobbers Supply Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating: Lewis K. Freedman, David Coveler, Harold S. Freeman, advocates, all of the City and District of Montreal Province of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in automobile parts, accessories, utensils of all kinds and description, motors, generators, batteries, engines, and machinery, both as importer and exporter, under the name of "Jobbers Supply Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of the value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9627-o Deputy Attorney General.

**"Karo Incorporée" — "Karo Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1945, incorporating: Marcel Farley, printer, P.-Paul Gervais, office chief, Reynald Farley, commercial traveller, all three of the city of Outremont, in the district of Montreal.

trois de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, fabriquer, vendre des menus articles (small-wares), tels que aiguilles à coudre, aiguilles à gramophone, boutons et agrafes, bracelets d'identification, bracelets de montres, crayons de mine, lacets pour souliers, chaussures patins, mouchoirs, nets à cheveux, peignes de toutes sortes, pendants d'oreilles, tablettes contre les maux de tête, de dents, d'oreilles, pilules digestives, tourne-vis, sous le nom de "Karo Incorporée" — "Karo Incorporated", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5.00 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$5.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9628-o L. DESILETS.

**"Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-A. Côté, Gérard Marier, tous deux directeurs, et Alphonse Proteau, agent d'assurance, tous des cité et district de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser un club pour la formation et l'amélioration des jeunes garçons et incidemment avoir le pouvoir d'acheter, ériger ou construire des maisons de club à cette fin dans le district de Québec, sous le nom de "Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cent vingt mille dollars (\$120,000).

Le siège social de la corporation sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre mars 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9629 L. DESILETS.

**"La Corporation des Grossistes de Chicoutimi"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de février 1945, constituant en corporation: sans capital-actions: Laurent Lapointe, J.-Hervé Lortie, J.-Wilfrid Picard, tous trois grossistes, des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir les intérêts commerciaux des requérants ou de toute autre personne ou corporation exerçant le même commerce ou poursuivant la même fin, qui pourront s'adjoindre aux requérants, sous le nom de "La Corporation des Grossistes de Chicoutimi".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.00, et les revenus en provenant de mille dollars (\$1,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9630-o L. DESILETS.

Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, manufacture, sell small-wares, such as sewing-needles, gramophone needles, buttons and hooks, identification bracelets, watch bracelets, lead pencils, shoe laces, shoes, skates, handkerchiefs, hair nets, combs of all kinds, ear-rings, headache, toothache and earache tablets, pills for digestion, screw-drivers, under the name of "Karo Incorporée" — "Karo Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 3,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9628 Deputy Attorney General.

**"Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-A. Côté, Gérard Marier, both managers, and Alphonse Proteau, insurance agent, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize a club for the training and betterment of young boys and incidental thereto to have the power to purchase, build or construct club houses for that purpose in the district of Quebec, under the name of "Kinsmen Boys Clubs of Quebec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is One hundred and twenty thousand dollars (\$120,000.00).

The head office of the corporation will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1945.

L. DESILETS,  
9629-o Deputy Attorney General.

**"La Corporation des Grossistes de Chicoutimi"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Laurent Lapointe, J.-Hervé Lortie, J.-Wilfrid Picard, all three wholesalers, of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote the commercial interests of the petitioners or of any other person or corporation engaged in the same business or carrying on the same objects, wishing to join with the petitioners, under the name of "La Corporation des Grossistes de Chicoutimi".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000 and the revenues derived therefrom, one thousand dollars (\$1,000).

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9630 Deputy Attorney General.

✓ "Lad & Lassie Shop Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1945, constituant en corporation: Louis Freeman, marchand, Marcia G. Freeman, épouse séparée de biens de Louis Freeman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Anna Freeman, veuve, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands en gros et détaillants de vêtements pour enfants, jouets, accessoires pour enfants, meubles d'enfants, lingerie, vêtements de sport, vêtements pour hommes et femmes, laine et sacoches, sous le nom de "Lad & Lassie Shop Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9631

✓ ✓ "Lad & Lassie Shop Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1945, incorporating: Louis Freeman, merchant, Marcia G. Freeman, wife separate as to property of Louis Freeman, and duly authorized by him for these presents, and Anna Freeman, widow, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of wholesalers and retailers in children's wear, toys, children's accessories, children's furniture, lingerie, sports-wear, men's and women's wear, wool and hand-bags, under the name of "Lad & Lassie Shop Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9631-o

✓ "Lakeland Sportswear Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1945, constituant en corporation: Louis Rudner, Bennie Rudner et Theodore Rudner, manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer, et exporter des habits, vêtements et sous-vêtements d'aucune sorte et description pour dames, messieurs, bébés et enfants, garnitures de toutes sortes pour dames, messieurs, bébés et enfants, vêtements de sport, articles de sport et habits de sport de toutes sortes pour dames, messieurs, bébés et enfants, ainsi que les marchandises sèches, textiles et toutes étoffes et de toutes choses incidentes et se rapportant à ceux, et la matière première y utilisée, et toute machine, outil ou dispositif utilisés dans leur fabrication et de toute applique, emballage, étiquette et dispositif de publicité utilisés ou utiles dans la mise sur le marché d'aucun des articles ci-dessus, et en faire le commerce en général comme principal ou agent, en gros ou en détail, sous le nom de "Lakeland Sportswear Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5939 rue Jeanne Mance, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9632

✓ ✓ "Lakeland Sportswear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, incorporating: Louis Rudner, Bennie Rudner and Theodore Rudner, manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export ladies' and gentlemen's and infant's and children's clothing and garments and underwear of every kind and description, ladies' and gentlemen's and infant's and children's furnishings of every kind, ladies' and gentlemen's and infant's and children's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind, as well as dry goods, textiles and all cloths, and in all things incidental and appertaining thereto, and raw material used therein, and any machine tool or appliance used in the manufacture thereof and any fixture, packing, label, and advertising device, used or useful in the marketing of any of the above articles, and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale or retail, under the name of "Lakeland Sportswear Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 5939 Jeanne Mance St., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9632-o

✓ "La Société d'Éducation des Adultes du Québec"  
(The Quebec Association for Adult Education)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mai 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Père Georges-Henri Lévesque, O.P., Doyen

✓ ✓ "La Société d'Éducation des Adultes du Québec"  
(The Quebec Association for Adult Education)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Georges-Henri Lévesque, O.P., Dean of the Faculty of So-

de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval, de la cité et du district de Québec; Dame Claudine Simard, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse séparée de biens de René Vallerand, des mêmes lieux, et ce dernier pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes; Demoiselle Renée Morin, secrétaire et officier de Bien-Être, fille majeure et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal; Dame Thérèse Forget, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse séparée de biens de l'Honorable Pierre-F. Casgrain, des mêmes lieux, Juge de la Cour supérieure, dans et pour le district de Montréal, et ce dernier pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes; Roger Duhamel, avocat et journaliste, de la cité et du district de Montréal; Gérard Filion, secrétaire, de la cité et du district de Montréal; René Monette, agronome de la cité d'Outremont, district de Montréal; Henry R. C. Avison, de Ste-Anne-de-Bellevue, district de Montréal; Benoit Brouillette, Pierre Dansereau, tous deux des cité et district de Montréal, et Ernest Stabler, de la cité de Montréal-Ouest, district de Montréal, ces quatre derniers professeurs, dans les buts suivants:

Promouvoir et améliorer l'éducation des adultes dans la Province, c'est-à-dire toute éducation civique, sociale, nationale, artistique, technique scientifique, (1) qui s'adresse à des personnes pour qui l'étude scolaire ne constitue pas la principale obligation, (2) qui est faite avec méthode et systématiquement;

Coordonner les œuvres d'éducation des adultes déjà existantes, en créer d'autres pour combler les lacunes et les adapter toutes le mieux possible, aux besoins des diverses classes de la population sous le nom de "La Société d'Éducation des Adultes du Québec" (The Quebec Association for Adult Education).

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9633-o L. DÉSILETS.

cial Science of the Laval University, of the city and district of Quebec; Dame Claudine Simard, of the city of Outremont, district of Montreal, wife separate as to property of René Vallerand, of the same place, and the latter to authorize and assist his wife for the purposes hereof; Demoiselle Renée Morin, secretary and Social Welfare officer, spinster and in use of her rights, of the city and district of Montreal; Dame Thérèse Forget, of the city of Westmount, district of Montreal, wife separate as to property of the Honourable Pierre F. Casgrain, of the same place, Judge of the Superior Court, in and for the district of Montreal, and the latter to authorize and assist his wife for the purposes hereof; Roger Duhamel, advocate and journalist, of the city and district of Montreal; Gérard Filion, secretary, of the city and district of Montreal; René Monette, agronomist, of the city of Outremont, district of Montreal; Henry R. C. Avison, of Ste-Anne-de-Bellevue, district of Montreal; Benoit Brouillette, Pierre Dansereau, both of the city and district of Montreal, and Ernest Stabler, of the city of Montreal-West, district of Montreal, these four latter professors, for the following purposes:

To promote and improve adult education in the Province, that is to say all civic, social, national, artistic, technical, scientific education, (1) which applies to persons for whom studies do not constitute a principal obligation, (2) which will be given methodically and systematically.

To coordinate the already existing works of adult education, and to create others to make up for the lack of same and to adapt them in so far as it is possible to the needs of the various classes of the population, under the name of "La Société d'Éducation des Adultes du Québec" (The Quebec Association for Adult Education).

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,  
9633 Deputy Attorney General.

✓ "L'Association des Anciens élèves du Collège Notre-Dame, Incorporée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-M. Lymburner, jr, administrateur, André Legault, courtier en assurances, et Roméo Lafrenière, voyageur de commerce, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper les anciens élèves du Collège Notre-Dame, développer et maintenir les liens qui doivent les unir;

Promouvoir, développer et maintenir toute organisation d'assistance mutuelle entre ces anciens élèves;

Promouvoir, aider, répandre et mieux faire connaître l'œuvre de leur Alma Mater par tous les moyens jugés opportuns ou nécessaires, sous le nom de "L'Association des Anciens Élèves du Collège Notre-Dame, Incorporée".

✓ "L'Association des Anciens élèves du Collège Notre-Dame, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Louis M. Lymburner, Jr., administrator, André Legault, insurance broker, and Roméo Lafrenière, commercial traveller, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To group the former pupils of Collège Notre-Dame, to develop and maintain ties which should unite them;

To promote, develop and maintain any organization of mutual aid among the former pupils;

To promote, aid, spread and make better known the work of their Alma Mater by all means deemed necessary or expedient, under the name of "L'Association des Anciens Élèves du Collège Notre-Dame, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinzième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9634-o L. DESILETS.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9634 Deputy Attorney General.

**"Laufer Realities Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze février 1945, constituant en corporation: Solomon Laufer, mieux connu sous le nom de Saul Laufer, marchand, Dame Sophie Selesnick, épouse séparée de biens dudit Solomon (Saul) Laufer et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, William Laufer, Philip Theodore Laufer et Reuben Laufer, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'entrepreneurs et de constructeurs généraux, importateurs et marchands et manufacturiers de matériaux de construction de toute description, d'accessoires de bureau et de magasin et pièces fixes et autres matériaux pouvant être directement ou indirectement employés par les entrepreneurs et constructeurs, avec le droit d'agir comme agents pour autres personnes ou corporations faisant le même commerce et exercer aussi un commerce semblable ou autre commerce y connexe;

Acheter, posséder, louer, arrenter, échanger, subdiviser, améliorer et vendre des terrains ou autres propriétés immobilières, et construire, acheter, détenir, posséder, louer, vendre toutes sortes de bâtisses ou autres propriétés immobilières, sous le nom de "Laufer Realities Incorporated", avec un capital total de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1471 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9635 L. DESILETS.

**Laufer Realities Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Solomon Laufer, better known as Saul Laufer, merchant, Dame Sophie Selesnick, wife separate as to property of the said Solomon (Saul) Laufer and duly authorized by him for these presents, William Laufer, Philip Theodore Laufer and Reuben Laufer, clerks, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, importers and dealers in and manufacturers of buildings material of every description, office and store fixtures and equipment and other material which can be used directly or indirectly by contractors and builders, with the power to act as agent for other persons or incorporations carrying on similar business and also to carry on business of a like nature or other business incidental to the foregoing;

To buy, own, lease, rent, exchange, subdivide, improve and sell land or other immoveable property and build, buy, hold, own, lease, sell all kinds of buildings or other immoveable property, under the name of "Laufer Realities Incorporated", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 990 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1471 St. Catherine St. East, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9635-o Deputy Attorney General.

**"Le Bien-Etre Social de St-Joseph d'Alma"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Maltais, entrepreneur, Jacques-Aimé Bergeron, médecin-docteur, Joseph-Gérard Sénéchal, comptable, tous trois demeurant en la ville de St-Joseph d'Alma, comté du Lac St-Jean, district de Roberval, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et répandre par tous les moyens opportuns, le bien-être social;

Promouvoir parmi ses membres un esprit paroissial et aider spécialement la jeunesse de toutes façons, par l'étude, les relations sociales et intellectuelles, et par le délassement du corps et de l'esprit;

Acquérir et recevoir par achat, échange, donation, legs ou de toute autre manière et posséder des biens meubles ainsi que des immeubles, pourvu que la valeur de ces derniers n'exécède pas quatre

**"Le Bien-Etre Social de St-Joseph d'Alma"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Maltais, contractor, Jacques-Aimé Bergeron, physician-doctor, Joseph-Gérard Sénéchal, accountant, all three residing in the town of St-Joseph d'Alma, county of Lake St. John, district of Roberval, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and spread social welfare by every means deemed expedient;

To promote amongst its members parish spirit and aid in particular the youth in every way, by study, social and intellectual relations and by physical and mental relaxation;

To acquire and receive by purchase, exchange, donation, legacy or in any other manner and to own movable as well as immovable property, provided the value of the latter does not exceed

cent mille dollars (\$400,000.00), sous le nom de "Le Bien-Etre Social de St-Joseph d'Alma".

Le siège social de la corporation sera dans la ville de St-Joseph d'Alma, district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, le douzième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,  
9636-o L. DESILETS,

"L'École Canadienne de Réfrigération et de Chauffage, Limitée"  
"The Canadian School of Refrigeration and Heating, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de février 1945, constituant en corporation: J.-Germain Lefrançois, ingénieur, de Longueuil, J.-Albert Tremblay, professeur, de Montréal-Nord, et Dollard Dansereau, avocat, de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sujet à la Loi des Écoles professionnelles et aux règlements passés en vertu de cette loi, posséder, maintenir, administrer, diriger, opérer et exploiter une école de réfrigération, de chauffage, de soudure, d'électricité, de ventilation, de climatisation d'air, de radiophonie, de télévision, l'enseignement devant être à la fois théorique et pratique, sous le nom de "L'École Canadienne de Réfrigération et de Chauffage, Limitée" — "The Canadian School of Refrigeration and Heating, Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9637-o L. DESILETS,

"Le Théâtre Normandie, Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des Lettres patentes, en date du huitième jour de février 1945, constituant en corporation: Henri Masson Loranger, avocat, de la ville de Westmount, Paul-Émile Champagne, avocat, et Alice de la Sablonnière, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Opérer des vues animées, vues parlantes, théâtre, maison d'amusement dans la Province, sous le nom de "Le Théâtre Normandie, Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St Laurent, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9630-o L. DESILETS,

"Merry May Shoe Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février

four hundred thousand dollars (\$400,000), under the name of "Le Bien-Etre Social de St-Joseph d'Alma."

The head office of the corporation will be in the town of St-Joseph d'Alma, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the twelfth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9636 Deputy Attorney General.

"L'École Canadienne de Réfrigération et de Chauffage, Limitée"  
"The Canadian School of Refrigeration and Heating, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1945, incorporating: J. Germain Lefrançois, engineer, of Longueuil, J. Albert Tremblay, professor, of Montreal-North, and Dollard Dansereau, advocate, of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the Trade-Schools Act and to the regulations passed in virtue of the said Act, to own, maintain, manage, direct, operate and conduct a school of refrigeration, heating, soldering, electricity, ventilation, air-conditioning, radiophysics, television, the teaching of same to be theoretical and practical at the same time under the name of "L'École Canadienne de Réfrigération et de Chauffage, Limitée" — "The Canadian School of Refrigeration and Heating, Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9637 Deputy Attorney General.

"Le Théâtre Normandie, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1945, incorporating: Henri Masson Loranger, advocate, of the city of Westmount, Paul-Émile Champagne, advocate, and Alice de la Sablonnière, stenographer, spinster, these two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate moving pictures, talking pictures, theatres, amusement houses in the Province, under the name of "Le Théâtre Normandie, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Town of St-Laurent, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9638 Deputy Attorney General.

"Merry May Shoe Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1945, incorporating: Sydney Lasaro-

1945, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, Jacques Chalout, avocats, Madeleine Bilodeau, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des pantouffles, chaussures, bottes, chaussures de jeu pour hommes, femmes et enfants et tous autres accessoires se rapportant au commerce de fabrication de chaussures;

Faire le commerce de pantouffles, chaussures, bottes, chaussures de jeu pour hommes, femmes et enfants et tous accessoires se rapportant au commerce de fabrication de chaussures, sous le nom de "Merry May Shoe Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9639

L. DÉSILETS.

"Monarch Agencies Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept février 1945, constituant en corporation: Harry Cohen, avocat et conseil du roi, de la cité de Westmount, Lawrence Marks, avocat et procureur, Maisie Holtzman, fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme acheteurs et vendeurs, agents, distributeurs, mandants, nommer des agents et des distributeurs pour l'achat et la vente, l'importation et l'exportation, soit en gros ou en détail, de robes, chemises-tailleur, vêtements blancs, sous-vêtements, chemises, collets, mercerie, accessoires, soieries, cotonnades, dentelles, marchandises à la verge, vêtements de toute description pour hommes, femmes et enfants, et effets, articles et marchandises y connexes;

Exercer le métier et commerce de manufacturiers de vêtements de toute sorte et description pour hommes, femmes et enfants, faire le commerce de marchandises sèches, soieries, satins, fournitures de tailleur, tissus de toutes sortes, et drap et cotonnades en général, et faire le commerce de tailleurs, confectionneurs et drapiers, sous le nom de "Monarch Agencies Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9640

L. DÉSILETS.

"Montreal Chamois Manufacturing Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix février 1945, constituant en corporation: Jacob Seeman, Harry Applebaum, manufacturiers, Louis Orenstein, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce et négoce de cuir, du chamois, suède et autres tissus et substances de même sorte et description:

vitz, Jacques Chalout, avocats, Madeleine Bilodeau, stenographer, spinster, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture men's, ladies' and children's slippers shoes, boots, play-shoes and all other accessories with the shoe-making business;

To deal in men's, ladies' and children's slippers shoes, boots, play-shoes, and all accessories with the shoe-making business, under the name of "Merry May Shoe Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1945.

L. DÉSILETS.

9639-0

Deputy Attorney General.

"Monarch Agencies Ltd."

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1945, incorporating: Harry Cohen, barrister and King's Counsel, of the City of Westmount, Lawrence Marks, barrister and solicitor, Maisie Holtzman, spinster, of the full age of majority, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as buyers and sellers, agents, distributors, principals, to appoint and name agents and distributors, for the buying and selling, import and export, whether by wholesale or retail, of dresses, shirt-waists, white wear, underwear, shirts, collars, haberdashers, supplies, silks, cottons, laces, piece goods, men's, women's and children's wearing apparel of every description, and goods, wares and merchandise connected therewith;

To carry on the trade and business of manufacturers of ladies', men's and children's clothing of every kind and description, to deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textiles fabrics of all kinds, and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers, under the name of "Monarch Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1945.

L. DÉSILETS.

9640-0

Deputy Attorney General.

"Montreal Chamois Manufacturing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1945, incorporating: Jacob Seeman, Harry Applebaum, manufacturers, Louis Orenstein, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in leathers, chamois, suède and other textiles and substances of the same kind and description;

Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine et de cotonnades, lainages, soieries, toiles et drap de toute sorte; faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre du drap, des nouveautés et choses et jouets d'enfants; faire le commerce qui consiste à manufacturer et acheter et vendre des vêtements de sport et vêtements de travail pour hommes, femmes et enfants; de même que des chaussures, pantoufles, gants, vestons et autres vêtements, sous le nom de "Montreal Chamois Manufacturing Company Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9641

L. DÉSILETS.

"Mount Royal Securities Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de février 1945, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, Marie-Anna Savard et Thérèse Trudeau, secrétaires, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce tant comme principal que comme agent de stocks, obligations, débentures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité municipale ou locale, ou autrement et de tous bons, actions-débentures, certificats, obligations, actions, capital ou valeurs de toute Compagnie établie et autorisée en vertu de la loi à émettre telles valeurs, sous le nom de "Mount Royal Securities Corporation".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de quarante mille dollars (\$40,000.00) divisé en 1,000 actions communes de \$10.00 chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$30,000.00 divisé en trois cents actions privilégiées de cent dollars \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9642-o

L. DÉSILETS.

"Norcourt Gold Mines Limited"  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donnée qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1945, constituant en corporation: Herbert William Jackson, comptable, Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous deux de St-Lambert, Clifford George Meek, teneur de livres, Alexander Gordon Yeoman, avocat stagiaire, tous deux de la cité de Montréal, et William Partick Creagh, avocat stagiaire, de la ville de Mont-Royal, tous les cinq du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

To manufacture, buy, or otherwise acquire and sell or otherwise deal in and with wool and cotton fabrics, woollens, silks, linens and cloth of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, selling, cloth, novelties and children's supplies and toys; to carry on the business and manufacturing of and buying and selling of men's, ladies' and children's sport clothing and work clothes; as well as shoes, slippers, gloves, vests and other wearing apparel, under the name of "Montreal Chamois Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Mount Royal Securities Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1945, incorporating: Jean-Jacques Hamel, advocate, Marie-Anna Savard and Thérèse Trudeau, secretaries, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and hold or otherwise deal with, either as principal or agent, stocks, bonds, debentures, shares, certificates or guarantees of any government, state, dominion, municipal or local authority, or otherwise, and any bonds, debenture stock, certificates, debentures, shares, capital or securities of any established company, authorized by law to issue such securities, under the name of "Mount Royal Securities Corporation".

The amount of the capital stock of the company is forty thousand dollars (\$40,000) divided into 1,000 common shares of \$10 each and the part of capital stock to be issued as preferred shares is \$30,000, divided into three hundred preferred shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General

"Norcourt Gold Mines Limited"  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1945, incorporating: Herbert William Jackson, accountant, Ernest William Mockridge, bookkeeper, both of St. Lambert, Clifford George Meek, bookkeeper, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, both of the City of Montreal, and William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, all five of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, boyer ou préparer de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque moyen que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Norcourt Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, Province de Québec.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle pour l'excédent du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9643

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Norcourt Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of Three million dollars (\$3,000,000.00), divided into Three million (3,000,000) shares of the par value of One dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9643-o

**"Notre-Dame de Grâce Curling & Bowling Club"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-W. Lebeau, de la cité de Westmount, gérant, John Scott, agent de manufacturiers, C. Hollis Rowe, commis, A.-Avila Béique, J.-Charles Desautels, Wilbur Mitcham, gérants, Harold S. Veary, bourgeois, George Milne, secrétaire, et William T. Anglin, contrôleur, tous huit de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, entretenir, organiser et administrer un club pour le bénéfice et avantages des membres de la compagnie; promouvoir et fournir des divertissements variés aux membres de la compagnie et à leurs amis; construire, louer et aménager une maison de club, pourvue de toutes les commodités à l'usage des membres du club; accorder à tous les membres de la compagnie et à leurs amis tous les privilèges, avantages et facilités d'un club; meubler cette maison et club, et en surveiller le fonctionnement et l'administration et en permettre l'utilisation aux membres du club et à leurs amis, soit gratuitement ou à telles conditions qui peuvent être déterminées;

Etablir et entretenir un ou plusieurs jeux de boules, jeux de tennis, jeux de curling ou autres jeux qui peuvent être jugés convenables par le bureau de direction de la compagnie et club, sous le nom de "Notre-Dame de Grâce Curling and Bowling Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social et principale place d'affaire de la corporation sera sur l'avenue Minto, Notre-Dame de Grâce, en les cité et district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9644

**"Notre-Dame de Grâce Curling & Bowling Club"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Charles W. Lebeau, of the City of Westmount, manager, John Scott, manufacturers, agent, C. Hollis Rowe, clerk, A. Avila Béique, J. Charles Desautels, Wilbur Mitcham, managers, Harold S. Veary, gentleman, George Milne, secretary, and William T. Anglin, comptroller, all eight of the City of Montreal, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, organize and manage a club for the benefit and advantages of the members of the company; to promote and procure various amusements to the members of the company and their friends; to construct, lease and furnish a club-house, provided with all commodities for the use of the club-members; to grant to all the members of the company and their friends all the privileges, advantages and accommodations of a club; to furnish such club-house, superwise the working and management of same and permit the use thereof to the members of the club and their friends, either gratuitously or on such conditions as may be determined;

To established and maintain one or several bowling-greens, tennis lawns, curling links or other games which the board of directors of the company and club may think fit, under the name of "Notre Dame de Grâce Curling and Bowling Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is Twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office and principal place of business of the corporation is to be on Minto Avenue, Notre Dame de Grâce, in the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9644-o

## "Nuart Novelties Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1945, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, Reva Morenstein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre en gros et en détail, importer, exporter des cendriers, vases de lampes, supports de lampes, abat-jour, jouets rembourrés et toutes autres sortes de jouets et nouveautés, bijouterie de costume, montres et accessoires d'icelles et de toutes sortes de spécialités de ferronnerie, dispositifs, et garnitures de maison faits en métal, bois, papier, drap, soie, rayon, celluloïde ou en plastique ou tous autres matériaux, comprenant l'importation, l'exportation, la fabrication, la vente et l'achat, en gros et en détail, de la matière première de laquelle aucun desdits articles peut être fait, sous le nom de "Nuart Novelties Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9645 L. DESILETS.

## "Paramount Service Enterprises Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq février 1945, constituant en corporation: Harold Klein, conducteur de taxi, Théobald Plamondon, directeur, tous deux de la cité de Montréal, et Max Slatkoff, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, louer, arrenter, entretenir, prendre à louage ou autrement faire le commerce d'auto-taxis, camions, omnibus, lignes d'omnibus, autobus, et toutes sortes d'automobiles et de voitures automobiles, et en général faire le commerce de voitures privées à gages pour le transport de personnes, articles, effets et marchandises, et fournir et procurer aux propriétaires ou conducteurs d'automobiles et d'auto-taxis, ou à d'autres personnes ou firmes exerçant en tout ou en partie un commerce semblable à celui de la compagnie, tout service, toutes facilités, toute information, tous privilèges, concessions, droits, publicité, qui peuvent sembler avantageux à la compagnie ou à ceux qui font des contrats avec la compagnie, sous le nom de "Paramount Service Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$99,000, divisé en 590 actions ordinaires de cent dollars chacune et 400 actions privilégiées d'un dollar chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9646 L. DESILETS.

## "Plessisville Furniture Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

## "Nuart Novelties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, Reva Morenstein, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell both wholesale and retail, import, export, ash trays, lamp bases, lamp stands, lampshades, stuffed toys and all other kinds of toys and novelties, costume jewellery, watches and accessories thereof and all kinds of hardware specialties, household appliances and furnishings, made of metal, wood, paper, cloth, silk, rayon, celluloid or plastic or any other material, including the importation, exportation, manufacture, sale and purchase, wholesale and retail, of the raw material of which any of said articles may be made, under the name of "Nuart Novelties Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9645-o Deputy Attorney General.

## "Paramount Serjice Enterprises Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1945, incorporating: Harold Klein, taxi operator, Théobald Plamondon, manager, both of the City of Montreal, and Max Slatkoff, salesman, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, operate, rent, lease, maintain, hire or otherwise deal with taxicabs, trucks, motor buses, motor bus lines, auto buses, and all sorts of automobile and motor vehicles, and to carry on generally the business of private carriers for hire of persons, goods, wares, and merchandise, and to furnish and supply to automobile, and taxicab owners or operators, or to other persons or firms carrying on a business in whole or in part similar to that of the Company, any service, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertisements, which may be deemed of advantage to the Company or to those contracting with the Company, under the name of "Paramount Service Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 590 common shares of One hundred dollars each and 400 preferred shares of One hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9646-o Deputy Attorney General.

## "Plessisville Furniture Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

de Québec il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1945, constituant en corporation: Willy Filion, couturier, J.-Noël Langlois, tailleur, J.-Alfred Hamel, constructeur, tous trois de Victoriaville, comté d'Arthabaska, et Léopold alias Léo Nolet, industriel, de Plessisville, comté de Mégantic, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, faire fabriquer, vendre et faire le commerce de meubles meublants, mobiliers, ameublements de toutes sortes ainsi que de manches à outils et généralement de tous articles en bois et agir comme manufacturiers, agents et marchands pour les besoins des dits commerce et fabrication;

Exercer et faire le commerce de bois brut et ouvré, sous toutes ses formes, acquérir, posséder et exploiter des terres à bois et des droits de coupe de bois, sous le nom de "Plessisville Furniture Company Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 800 actions de \$25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9647-o L. DÉSILETS.

"Progress Cloak Mfg. Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit février 1945, constituant en corporation: Solomon W. Weber, avocat, de la cité d'Outremont, Morris Wiseman, marchand, Molly Wiseman, commis, fille majeure, et Anne Flinker, sténographe, fille majeure, tous trois de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des vêtements pour femmes, fillettes et enfants, des manteaux, costumes et habits de sport; agir comme entrepreneurs des articles susmentionnés et manufacturer d'autres sortes de vêtements pour femmes seulement, sous le nom de "Progress Cloak Mfg. Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9648 L. DÉSILETS.

"Ravel Mfg. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept février 1945, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, avocat, Sadie Gersovitz, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jacob M. Rosenfeld, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les commerce et métier de détaillants, grossistes, manufacturiers, trafiquants, importateurs, exportateurs, marchands et distributeurs d'habits et vêtements de toute description pour hommes et garçons, vêtements de sport, panta-

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1945, incorporating: Willy Filion, seamer, J.-Noël Langlois, tailor, J.-Alfred Hamel, builder, all three of Victoriaville, county of Arthabaska and Léopold alias Léo Nolet, manufacturer, of Plessisville, county of Mégantic, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, have made, sell and deal in furniture, furniture suites, sets of furniture of every kind and also tool handles and, generally, all wooden articles and act as manufacturers, agents and merchants for the requirements of the said business and manufacturing;

To carry on business and deal in rough and dressed wood, under all the forms thereof, acquire, own and operate wooded lands and rights on timber cuts, under the name of "Plessisville Furniture Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 800 shares of \$25. each.

The head office of the company will be at Plessisville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9647 Deputy Attorney General.

"Progress Cloak Mfg. Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1945, incorporating: Solomon W. Weber, advocate, of the City of Outremont, Morris Wiseman, merchant, Molly Wiseman, clerk, spinster, and Anne Flinker, stenographer, spinster, all three of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture ladies', misses' and children's ready-to-wear, claks, suits and sportswear; to act as contractors for the above-mentioned items and to manufacture associated lines in ladies' wear only, under the name of "Progress Cloak Mfg. Co.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9648 Deputy Attorney General.

"Ravel Mfg. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1945, incorporating: Irwin A. Frankel, advocate, Sadie Gersovitz, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Jacob M. Rosenfeld, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and trade of retailers, wholesalers, manufacturers, jobbers, importers, exporters, dealers and distributors of men's and boys' clothing and garments of every description, sportswear, pants, breeches, and windbreakers;

lons, culottes, et coupe-vent; et acheter, vendre et faire le commerce de ces habits et vêtements soit en gros ou en détail et soit comme mandants ou agents et, à cette fin, faire aucune et toutes autres choses y connexes, sous le nom de "Ravel Mfg. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept février 1945.

9649

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"Rochester Vest & Robe Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six février 1945, constituant en corporation: Dame Clara Roodish, veuve de feu Alex Roodish, Morris Lobel et Jack Lobel, marchands, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métier et commerce de manufacturiers, importateurs, et exportateurs, négociants, marchands, en gros et en détail, de robes, lingerie pour hommes, femmes et enfants, vêtements, habits de sport et vêtements de toute sorte et description et aussi de marchandises sèches, fournitures de tailleurs, tissus, étoffes de toutes sortes, drap et cotonnades, en général, et faire le commerce de tailleurs, confectionneurs et drapeurs, sous le nom de "Rochester Vest & Robe Limited," avec un capital total de \$49,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 290 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six février 1945.

9650

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"St. Lawrence Dry Docks Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1945, constituant en corporation: Lucien Beaugard, avocat, C.R., George Laurence, Jean Brisset, avocats, et Marguerite Allard, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie de cale sèche et relativement à icelui construire ou autrement acquérir et entretenir pour l'utilisation de la compagnie ou pour location des bassins de radoub et autres docks et autres facilités pour la construction, la réparation ou la mise en dock de bateaux et autres vaisseaux et aider ou contribuer à la construction d'aucun de ces travaux.

Exercer un commerce général de construction de navires et bâtir, construire, exploiter, entretenir, acheter, vendre, faire le commerce et relativement à icelui posséder, louer, nantir et autrement disposer de navires, vaisseaux et bateaux de toute nature et sorte que ce soit, comprenant des radeaux, avec ensemble tous matériaux, articles, outils, machinerie et dispositifs entrant dans ou appropriés et convenables à la construction ou l'outillage d'iceux, avec ensemble les mo-

and to buy, sell and deal in, such clothing and garments either wholesale or at retail and either as principals or as agents and to that end to do any and all other things appertaining to the same under the name of "Ravel Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1945.

9649-o

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"Rochester Vest & Robe Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1945, incorporating: Dame Clara Roodish, widow of the late Alex Roodish, Norris Lobel and Jack Lobel, merchants, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, and exporters, jobbers, dealers, wholesalers and retailers of robes, men's, ladies and children's wear, garments, sportswear and clothing of every kind and description and also in dry goods, tailors trimmings, textiles, fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors' outfitters and clothiers, under the name of "Rochester Vest & Robe Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each and 290 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1945.

9650-o

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"St. Lawrence Dry Docks Ltd "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1945, incorporating: Lucien Beaugard, barrister, K.C., George Laurence, Jean Brisset, advocates, and Marguerite Allard, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of a dry dock Company and in connection therewith to construct or otherwise acquire and maintain for the use of the Company or for letting out on hire, graving and other docks and other conveniences for the building, repairing or docking of ships and other vessels and to aid in or contribute to the construction of any such works:

To carry on a general shipbuilding business and to build, construct, operate, maintain, buy, sell, deal with and in connection therewith to own, lease, pledge and otherwise dispose of ships, vessels and boats of every nature and kind whatsoever including rafts together with all material, articles, tools, machinery and appliances entering into or suitable and convenient for the construction or equipment thereof, together with engines, boilers, machinery and appurtenances of all

teurs, bouilloires, machinerie et appartenances de toutes sortes et palans et meubles de toutes sortes sous le nom de "St. Lawrence Dry Docks Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en (3,000) trois mille actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins (\$15,000) quinze mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9651 L. DESILETS.

"Twentieth Century Construction Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1945, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, avocats, et Jacqueline Bastien, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et passer de contrats pour construire, exécuter et faire toutes sortes de travaux et exercer, pour les fins susdites, les commerces d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents de transport et expéditeurs par terre et par eau, agents, agents à commission, marchands, entreposeurs et entreposer et emmagasiner des produits matériaux, articles, effets et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, donner à bail et autrement négocier et faire le commerce de camions, remorqueurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes pièces utilisées dans la fabrication d'iceux ainsi que moteurs, machinerie de toutes sortes, et accessoires et fournitures électriques et exercer un commerce général d'une boutique de mécanique, de réparations en général et d'un garage, sous le nom de "Twentieth Century Construction Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9652 L. DESILETS.

"Ulric Boileau & Fils Limitée"  
"Ulric Boileau & Sons Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1945, constituant en corporation: Ulric Boileau, Léo Boileau et Oril Boileau, entrepreneurs, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, entreprendre, construire, parfaire, exécuter, améliorer et administrer, à l'entreprise ou autrement, par soumission, contrat ou autrement,

kinds and tackle and furniture of all kinds, under the name of "St. Lawrence Dry Docks Ltd."

The capital stock of the company shall be divided into (3,000) Three thousand shares, without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations shall be at least (\$15,000.00) Fifteen thousand dollars.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9651-o Deputy Attorney General.

"Twentieth Century Construction Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1945, incorporating: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, advocates, and Jacqueline Bastien, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general constactors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on for the purposes aforesaid the businesses of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private;

To act as carriers, truckman, cartage agents and forwarders by land and water, agents, commission agents, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business, under the name of "Twentieth Century Construction Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 4,000 shares of a par value of \$5.00 each.

The head office of the Company be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9652-o Deputy Attorney General.

"Ulric Boileau & Fils Limitée"  
"Ulric Boileau & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1945, incorporating: Ulric Boileau, Léo Boileau and Oril Boileau, contractors, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, undertake, construct, perform, execute, improve and manage, by the job or otherwise, by tender, contract or otherwise, any constructions bulidings

toutes constructions, toutes bâtisses et tous travaux d'utilité publique ou privée;

Faire le commerce du bois en général, sous le nom de "Ulric Boileau & Fils Limitée" — "Ulric Boileau & Sons Limited", avec un capital total de \$19,900.00, divisé en 199 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9653-o L. DÉSILETS.

**"Vanity Frocks Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février 1945, constituant en corporation: Harry Sherman, manufacturier, Beatrice Janet Solin, épouse séparée de biens de Harry Sherman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, Louis Korman, manufacturier, et Bella Charness, épouse séparée de biens de Louis Korman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir le commerce de Vanity Frocks comme une industrie en exploitation;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, blouses, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirée, vêtements pour dames d'aucune description quelconque, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants; et marchands de laines, soies, cotons et de toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et de tous autres tissus, objets et commodités utilisés dans la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Vanity Frocks Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général  
9654 L. DESILETS.

**"Westmount Plumbing & Roofing Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de février 1945, constituant en corporation: Normand Gauthier, plombier, Normand Lamoureux, comptable, Euclide Gauthier, maître-plombier, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Afin de poursuivre les affaires de contracteurs généraux pour la construction et l'équipement d'entreprise privée et publique et d'édifices;

Afin de poursuivre les affaires comme contracteur en plomberie et en chauffage, sous le nom de "Westmount Plumbing & Roofing Ltd.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seizième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9656-o L. DÉSILETS.

and any works of public or private utility;

To carry on a general lumber business, under the name of "Ulric Boileau & Fils Limitée" — "Ulric Boileau & Sons Limited", with a total capital stock of \$19,900, divided into 199 shares of \$100 each

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9653 Deputy Attorney General.

**"Vanity Frocks Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1945, incorporating: Harry Sherman, manufacturer, Beatrice Janet Solin, wife separate as to property of Harry Sherman and duly authorized by him for these presents, both of the City of Outremont, Louis Korman, manufacturer, and Bella Charness, wife separate as to property of Louis Korman and duly authorized by him for these presents, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the business of Vanity Frocks as a going concern;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' dresses, blouses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woolens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Vanity Frocks Inc.", with a total capital stock \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1945.

L. DÉSILETS,  
9654-o Deputy Attorney General.

**"Westmount Plumbing & Roofing Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, incorporating: Normand Gauthier, plumber, Normand Lamoureux, accountant, Euclide Gauthier, master-plumber, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

In order to carry on business as general contractors for the construction and equipment of public and private undertakings and buildings;

In order to carry on business as plumbing and heating contractors, under the name of "Westmount Plumbing and Roofing Ltd.", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
9656 Deputy Attorney General.

**"Victor Beaudriault, Limitée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1945, constituant en corporation: Victor Beaudriault, agent-vendeur, Mlle Aimée Dubois, ménagère, et Armand Rose, épicier, tous trois des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, vendre, acquérir et faire commerce de peinture, huiles, vernis, cire à plancher, cire à chaussures, émaux, shellacs, teintures à bois ou autres, couleurs et autres produits et sous-produits découlant ou dérivant de l'exploitation de ladite industrie; agir comme agents-vendeurs pour des fabricants et des producteurs de ces marchandises, articles et effets; former et promouvoir des organisations pour la vente de ces mêmes marchandises et effets et employer des agents-vendeurs à cette fin, sous le nom de "Victor Beaudriault, Limitée" avec un capital total de \$15,000.00, divisé en 750 actions de \$20.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9655-o

**"Victor Beaudriault, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1945, incorporating; Victor Beaudriault, agent, salesman, Miss Aimée Dubois, housekeeper, and Armand Rose, grocer, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, acquire and deal in paint, oil, varnish, floor-wax, shoe-polish, enamel, shellac, wood-stains or others, colourings and other products and by-products incidental to or derived from the said business; to act as agents, salesmen, for manufacturers and producers of such merchandise, articles and effects; to form and promote organizations for the sale of said merchandise and effects and employ sales agents for such purpose, under the name of "Victor Beaudriault, Limitée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 750 shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9655

**Lettres patentes supplémentaires**

**"Friedlander Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de mai 1945, changeant le nom de la compagnie "Deckelbaum & Friedlander Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 mai 1941, en celui de: "Friedlander Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9657

**"The Productive Investments Company Limited"**  
**"La Compagnie de Placements Productifs Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de mai 1945, à "The Productive Investments Company Limited" — "La Compagnie de Placements Productifs Limitée", ratifiant son Règlement N° 7 augmentant son capital de \$20,000.00 à \$99,000.00 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et de 690 actions privilégiées d'une valeur au-pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

9659-o

**Supplementary Letters Patent**

**"Friedlander Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Deckelbaum & Friedlander Incorporated", incorporated by letters patent dated May 5th, 1941, into that of: "Friedlander Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

9657-o

**"The Productive Investments Company Limited"**  
**"La Compagnie de Placements Productifs Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fourteenth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Productive Investments Company Limited" — "La Compagnie de Placements Productifs Limitée", ratifying its By-law No. 7 increasing its capital stock from \$20,000 to \$99,000 by the creation of 100 additional common shares of a par value of \$100 each and 690 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1945.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General

9659

**"Biron-Knitting Mills Ltd."  
"La Cie de Tricots Biron Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de mai 1945, à la compagnie "Biron-Knitting Mills Ltd." — "La Cie de Tricots Biron Ltée", ratifiant un règlement de cette compagnie. a) augmentant son capital de \$20,000.00 à \$99,000.00 par la création de 290 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées; b) accordant à la compagnie les pouvoirs additionnels suivants: hypothéquer, nantir ou mettre en gage, pour garantir le paiement des bons, obligations (debentures) et actions-obligations (debenture stock) que la loi l'autorise à émettre, la totalité ou une partie de ses biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs qu'elle possède ou possédera dans la province.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,  
9658-o L. DÉSILETS,

**"Biron-Knitting Mills Ltd."  
"La Cie de Tricots Biron Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the sixteenth day of May, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Biron-Knitting Mills Ltd." — "La Cie de Tricots Biron Ltée", ratifying a by-law of the said company a) increasing its capital stock from \$20,000 to \$99,000 by the creation of 290 additional common shares of a par value of \$100 each and of 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares; b) granting the company the following additional powers: to hypothecate, pledge or mortgage, to secure the payment of bonds, debentures and debenture stock which the law authorizes them to issue, the whole or a part of the movable or immovable property, present or future, which it owns or shall own in the province.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1945.

L. DÉSILETS,  
9658 Deputy Attorney General.

**Actions en séparation de biens**

Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 8621. Dame Amy Isabella Margaret Kyle, de la ville de Lachute, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Alexander Murray Lyster, contremaitre, machiniste, du même endroit, demanderesse, vs ledit Alexander Murray Lyster, contremaitre machiniste de la ville de Lachute, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8ième jour de juin 1945.

St-Jérôme, 14 juin 1945.  
Les Procureurs de la demnaderesse,  
9662-o LEGAULT & LEGAULT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 236356. Dame Ethel Reynolds Millar, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Robert Stanley Hyde, du même endroit, demanderesse, vs Robert Stanley Hyde, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 11 juin 1945.  
Les Procureurs de la demanderesse,  
9663 FITCH & LANDE

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 236422. Dame Christiane-Solange-Hélène Lemarchand, épouse commune en biens de René-Wenceslas Duboc, agent commercial, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse, vs René-Wenceslas Duboc, agent commercial, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9 juin 1945.

Montréal, le 19 juin 1945.  
Les Procureurs de la demanderesse,  
9679-o DESBOIS & MONTY.

**Actions for separation as to property**

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 8621. Dame Amy Isabella Margaret Kyle, of the town of Lachute, district of Terrebonne: wife common as to property of Alexander Murray Lyster, of the same place, foreman machinist, plaintiff, vs the said Alexander Murray Lyster, foreman machinist of the said town of Lachute, district of Terrebonne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 8th day of June 1945.

St-Jérôme, 14th day of June, 1945.  
LEGAULT & LEGAULT,  
9662-o Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 236356. Dame Ethel Reynolds Millar, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Robert Stanley Hyde, of the same place, plaintiff, vs Robert Stanley Hyde, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has this day been taken by plaintiff against defendant.

Montreal, June 11th, 1945.  
FITCH & LANDE,  
9663-o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 236422. Dame Christiane-Solange-Hélène Lemarchand, wife common as to property of René-Wenceslas Duboc, commercial agent, both of the City and District of Montreal, plaintiff, vs René-Wenceslas Duboc, commercial agent of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 9th day of June 1945.

Montreal, June 19, 1945.  
DESBOIS & MONTY,  
9679-o Attorneys for plaintiff.

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

**LOI DU REGIME DES EAUX COURANTES**

**WATER-COURSE ACT**

Chapitre 98, S. R. Q., 1941

Chapter 98, R. S. Q., 1941

**FORMULE 1**

**FORM 1**

1.— (Article 8)

1.— (Section 8)

Avis de la demande des plans et devis

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Compagnie "The Singer Manufacturing Company" de Thurso, dans le comté de Papineau, se propose de demander l'approbation par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, des plans et devis d'un barrage situé sur la rivière Poisson Blanc, à l'issue du lac Poisson Blanc, dans un territoire non subdivisé du canton de Preston, comté de Papineau.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that The Singer Manufacturing Company of Thurso, in the county of Papineau, intends to apply for approval by the Lieutenant-Governor in Council, of the plans and specifications of a dam situate on the Poisson Blanc river, at the outlet of Lac Poisson Blanc, in an unsubdivided territory of the township Preston, county of Papineau.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Papineauville, comté de Papineau.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site chosen for the construction of the said works and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited in the registry office of the registration division of Papineauville, county of Papineau.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

La requérante,

THE SINGER MANUFACTURING CO.

THE SINGER MANUFACTURING CO.

Petitioner.

9537-23-4-0

9537-23-4

2 — (Article 35) Lois relatives à l'Administration des Terres et Forêts

2 — (Section 35) Laws respecting the Administration of Lands and Forests

8 Geo. V, c. 69 formule "A"

8 Geo. V, chap. 69 Form "A"

**AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS**

**APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS**

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que La Compagnie Électrique Rivière-à-Pierre Limitée, de 111 Côte de la Montagne à Québec, et de Rivière-à-Pierre, se propose de faire l'érection d'un barrage en béton ainsi qu'une dalle à billots sur la Rivière-à-Pierre, dans le canton Bois, comté de Portneuf, P. Q.

Public notice is hereby given in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that "La Compagnie Électrique Rivière-à-Pierre, Limitée", of 111 Mountain Hill, Quebec, and of Rivière-à-Pierre, intends to have a concrete dam and a log-flume built on the Rivière-à-Pierre, in the Township Bois, county of Portneuf, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, et les terrains qui seront affectés par ces travaux a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Portneuf à Cap-Santé, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications indicating the nature of the work and the lands to be affected by the said works has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of the said plan and specifications has been deposited in the Registry Office for the County of Portneuf at Cap-Santé, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.  
Québec, le 22 mai, 1945.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the tenth day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.  
Quebec, May 22, 1945.

La Requérante,

LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-

LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE RIVIÈRE-À-PIERRE, LIMITÉE.

À-PIERRE, LIMITÉE,

9573-24-4-0

9573-24-4

Petitioner.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Services Hospitaliers de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 juin 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à l'Hôtel-Dieu Saint-Michel, Roberval, district de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province.

9666-o

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative de l'Aqueduc du Rang Barthelemi", en date du 7 juin 1945, dont le siège social est à Saint-Léon, dans le comté de Maskinongé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 juin 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9667-o

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du "Syndicat Coopératif Industriel de Louiseville", en date du 11 mai 1945, dont le siège social est à Louiseville, comté de Maskinongé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 juin 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9676-o

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation de "La Société Coopérative pour la vente et le transport des produits agricoles, de Courcelles", en date du 14 mai 1945, dont le siège social est à Courcelles, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 juin 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

9678-o

JEAN BRUCHÉSI.

DOMINION LIME LIMITED

Règlement No 46

ATTENDU QUE le nombre des directeurs de la compagnie tel que fixé présentement par règlement est de cinq et il est convenable que le nombre en soit augmenté à six;

QU'IL soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement No 46 de la compagnie: Que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de six directeurs dont trois formeront quorum à toutes assemblées du bureau de direction.

Je, L. A. Tucker, secrétaire-trésorier de la compagnie Dominion Lime Limited, certifie, par les présentes, que le précédent est une vraie copie du règlement No 46 de la compagnie décrété à une assemblée du bureau de direction le 9ième jour de mars 1945, et subséquemment sanction-

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Services Hospitaliers de l'Hôte-Dieu Saint-Michel de Roberval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on June 13th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at l'Hôtel-Dieu Saint-Michel, Roberval, district of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,

9666

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third original of the declaration of the foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative de l'Aqueduc du Rang Barthelemi" under date of June 7th, 1945, the head office whereof is at Saint-Léon, in the county of Maskinongé and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th of June, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

9667

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of the foundation of "Syndicat Coopératif Industriel de Louiseville" bearing date the eleventh day of May, 1945, whereof the head office is at Louiseville, county of Maskinongé, and that the said document has been filed in the archives of the Office of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 11th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

9676

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of the foundation of "La Société Coopérative pour la vente et le transport des produits agricoles, de Courcelles", bearing date the fourteenth day of May, 1945, whereof the head office is at Courcelles, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the Office of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 11th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

9678

Under Secretary of the Province.

DOMINION LIME LIMITED

By-law No. 46

WHEREAS the number of Directors of the Company as presently fixed by By-law is Five and it is advisable that the number be increased to Six;

Be it and it is hereby enacted as By-Law No. 46 of the Company: That the affairs of the Company shall be managed by a Board of Six Directors, of whom Three shall form a quorum for the purpose of all Meetings of the Board of Directors.

I, L. A. Tucker, Secretary-Treasurer of Dominion Lime Limited, hereby certify the foregoing to be a true copy of By-Law No. 46 of the Company enacted at a meeting of the Board of Directors on the 9th day of March, 1945, and subsequently sanctioned and confirmed by at least

né et confirmé par au moins les deux tiers des votes pris à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée à cette fin et tenue à son siège social, en la cité de Montréal, le 24ième jour d'avril 1945.

Montréal, Qué., le 29 mai 1945.  
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier.  
9680 L.-A. TUCKER.

two-thirds of the votes cast at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company duly called for that purpose and held at its Head Office in the City of Montreal on the 24th day of April, 1945.

Montréal, Que., 29th May, 1945.  
(Seal) L. A. TUCKER,  
Secretary-Treasurer.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Marchands de Richmond et Melbourne" — "The Merchants' Association of Richmond and Melbourne", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 21 juin 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé dans la ville de Richmond, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
9694-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association under the name of "L'Association des Marchands de Richmond et Melbourne" — "The Merchants' Association of Richmond and Melbourne", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on June 21st, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the town of Richmond, district of Saint Francis.

9694 Under Secretary of the Province.  
JEAN BRUCHESI,

Chartes — Abandon de

✓ Charters — Surrender of

BENRUD PANTS & SPORTSWEAR MANUFACTURING COMPANY

BENRUD PANTS & SPORTSWEAR MANUFACTURING COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company, auparavant connu comme Popular Pants & Sportswear Manufacturing Company, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce pour permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P. Q., le 20 juin 1945.  
Le Procureur de Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company.  
9668-o PHILIP S GARONCE.

Notice is hereby given that Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company, formerly known as Popular Pants & Sportswear Manufacturing Company, will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its Charter.

Montreal, P. Q., June 20th 1945.  
PHILIP S GARONCE,  
Attorney for Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company.  
9668-o

RUDNER'S LTD.

✓ RUDNER'S LTD

Avis est, par les présentes, donné que Rudner's Ltd., s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce pour permission d'abandonner sa charte.

Montréal, P. Q., le 20 juin 1945.  
Le Procureur de Rudner's Ltd  
9669-o PHILIP S GARONCE.

Notice is hereby given that Rudner's Ltd., will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its Charter.

Montreal, P. Q., June 20th 1945.  
Attorney for Rudner's Ltd.  
9669-o PHILIP S. GARONCE.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, le 14 juin 1945.

Quebec, June 14th, 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil,

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Notre-Dame de Portneuf dans le comté de Portneuf le 4e jour de juin 1945 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

WHEREAS, by resolution passed by the municipal council of the village of Notre-Dame de Portneuf, in the county of Portneuf, on the 4th day of June, 1945, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Notre-Dame de Portneuf dans le comté de Portneuf dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Québec, 15 juin 1945.  
Le Sous-ministre des Affaires Municipales,  
9660-o ÉMILE MORIN.

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the village of Notre-Dame de Portneuf, in the county of Portneuf, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Quebec, June 15th, 1945.  
ÉMILE MORIN,  
9660 Deputy Minister of Municipal Affairs.

## Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lotbinière, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, -c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Agapit" et que son principal siège d'affaires est à St-Agapitville, comté de Lotbinière.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de juin 1945.  
Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
9661-o JULES SIMARD.

## Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Lotbinière, under the Cooperative Agricultural Associations Act, (R.S. 1941, ch. 120) under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Agapit," and that its principal place of business is at St-Agapitville, county of Lotbinière.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of June, 1945.  
JULES SIMARD,  
9661 Deputy Minister of Agriculture.

## Département de l'Instruction publique

N° 1234-38

Québec, 7 juin 1945.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est les lots suivants: (tous inclusivement) du canton de Duvernay: qu: ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire:

16 à la limite du canton des rangs V et VI et les lots 16 à 57 des rangs VII et VIII.

Le Surintendant,  
9596-24-2-o VICTOR DORE.

## Department of Education

No. 1234-38

Quebec, June 7th, 1945.

Application is made to annex to the school municipality of Castagnier, in the county of Abitibi-East, the following lots (all inclusively) of the township of Duvernay, which are not yet organized as to schools:

16 at the limit of the township in V and VI and lots 16 to 57 of ranges VII and VIII.

VICTOR DORE,  
9596-24-2 Superintendent.

N° 327-45

Québec, le 12 juin 1945.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Moïse, village, comté de Matapédia, en celui de "Village-de-St-Noël".

Le Surintendant,  
9597-24-2-o VICTOR DORE.

No. 327-45

Quebec, June 12th, 1945.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Moïse, village, county of Matapédia, to that of "Village-de-St. Noël".

VICTOR DORE,  
9597-24-2 Superintendent.

## Département du Travail

### AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2202, du 8 juin 1945, relatif à l'industrie de la boîte de carton. On demande:

## Department of Labour

### NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that a petition has been submitted to him by the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec for the purpose of amending the decree number 2202, of June 8, 1945, relating to the paper box industry. It is requested:

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article VI (zone I):

"Cependant, dans le cas des manufacturiers fabriquant des boîtes pour l'usage de leur propre industrie, est valable tout plan de vacances déjà approuvé par le Conseil régional du Travail en temps de guerre, qui garantit aux ouvriers au moins une semaine de vacances et une compensation équivalant à pas moins de 1/52 des gages reçus au cours de l'année précédente."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 juin 1945. 9675-0

That the following paragraph be added to subsection "a" of section VI (Zone I):

"However, in the case of manufacturers making boxes for the use of their own industry, vacation plan already approved by the Regional War Labour Board shall be valid providing it assures the workers of a vacation of at least one week and a compensation equal to at least 1/52 of the wages received during the preceding year."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 23, 1945. 9675-0

ERRATUM

Dans l'arrêté en conseil numéro 2202, du 8 juin 1945, concernant des conventions collectives de travail relatives à l'industrie de la fabrication de boîtes de carton dans la province, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 16 juin 1945, veuillez lire à la page 1201, version française, à la fin de l'énumération des parties contractantes ouvrières, "Major Paper Box and Wire Works Ltd Employees Association" au lieu de "The Employees Association of Major Paper Box Ltd".

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 23 juin, 1945. 9674-0

ERRATUM

In Order-in-Council number 2202, of June 8, 1945, concerning collective labour agreements respecting the manufacturing of paper boxes in the Province, published in the *Quebec Official Gazette* of June 16, 1945, page 1201, English version, the name of the following contracting party "The Employees Association of Major Paper Box Ltd" is replaced by "Major Paper Box and Wire Works Ltd. Employees Association".

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 23rd, 1945. 9674-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif au métier du bâtiment dans le comté de Terrebonne. On demande:

Que l'alinéa suivant soit ajouté à la suite du premier alinéa du paragraphe "b" de l'article II: "Le présent décret s'applique également à tout travail d'excavation et de terrassement, de transport ou de déménagement de maisons ou de bâtisses."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 juin 1945. 9696-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2632, du 10 septembre 1943, et amendement, relatif au commerce de détail de Chicoutimi. On demande:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request to amend the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne. It is requested:

That the following paragraph be inserted after the first paragraph of subsection "b" of section II:

"The present decree also applies to any excavating and earthwork, conveying or moving of houses or buildings."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 23, 1945. 9696-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi has submitted to him a petition for the purpose of amending the decree number 2632, of September 10, 1940, and amendment, relating to the retail trade of Chicoutimi. It is requested:

Que le paragraphe "e" suivant soit ajouté:  
 "e.— Le mot "artisan" désigne toute personne qui exploite un des établissements définis au paragraphe "a" du présent article, et ce, pour son propre bénéfice."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
 Québec, le 23 juin 1945.

9697-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163) que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du vêtement pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2991 du 20 novembre 1937, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante audit décret. On demande:

Que le paragraphe 4 de l'article XII-A soit radié.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
 Québec, le 23 juin 1945.

9699-o

## AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 1114 du 24 mars 1945, relatif aux policiers de Sherbrooke:

L'article XIX suivant sera ajouté:

"XIX.— L'observance du présent décret sera surveillée et assurée par le Comité paritaire du service des incendies de la cité de Sherbrooke."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
 Québec, le 23 juin 1945.

9700-o

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que les parties mentionnées ci-après lui ont présenté une requête à l'effet de rendre

That the following subsection "e" be added:  
 "e.— The word "artisan" designates any person operating, for his own benefit, one of the establishments defined in subsection "a" of the present section."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
 Québec, June 23, 1945.

9697-o

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), that the contracting parties to the agreement respecting the Men's and Boys Clothing Industry in the Province of Québec, approved by the decree number 2991, of November 20, 1937, and amendments have submitted to him a petition to amend the said decree in the following manner. It is requested:

That subsection 4 of section XII-A be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
 Québec, June 23, 1945.

9699-o

## NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1114, of March 24, 1945, relating to firemen of Sherbrooke:

The following section XIX shall be added:

"XIX.— The administration of the present decree shall be supervised and insured by the Fire Department Parity Committee of the City of Sherbrooke."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
 Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
 Québec, June 23, 1945.

9700-o

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the parties mentioned herein after have submitted to him a request to render obligatory

obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

the collective labour agreement entered into between:

**D'UNE PART:**

"Canadian Welding Works Limited"; "A. & S. Architectural Iron Works"; "Montreal Metalworked Products"; "Montreal Architectural Iron Works Ltd"; "Forgeweld Iron Works Ltd"; "A Faustin Ltée; Tremblay & Boucley; "The Robert Mitchell Company Ltd"; "Vulcan Steel Ltd", de la Cité de Montréal.

**ON THE ONE PART:**

Canadian Welding Works Limited; A. & S. Architectural Iron Works; Montreal Metalworked Products; Montreal Architectural Iron Works Ltd; Forgeweld Iron Works Ltd; A. Faustin Ltée; Tremblay & Boucley; the Robert Mitchell Company Ltd; Vulcan Steel Ltd, of the City of Montreal,

**ET, D'AUTRE PART:**

Le local numéro 2366 de "The United Steelworkers of America", de la Cité de Montréal, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

**AND ON THE OTHER PART:**

Local number 2366 of the United Steelworkers of America, of the City of Montreal, for the employers and the employees of the industry and trades concerned according to the following conditions:

**I.—Jurisdiction:—a.—Jurisdiction industrielle:—**Le décret régira toute fabrication, opération et montage: a) de métal ouvré pour fins industrielles et de construction, à l'exception des charpentes métalliques des bâtiments; b) de constructions architecturales au moyen de métaux d'ornementation pour fins architecturales ou utilitaires, comprenant, entre autres, les articles métalliques suivants:

**I.—Jurisdiction:—a.—Industrial jurisdiction:—**The decree shall govern the manufacture, processing, fabrication and erection of: a) industrial and building metalwork with the exception of the structural steel framing for buildings; b) architectural work in all metals used for ornamentation, architecturally or for utilitarian purposes, including, but not necessarily restricted to the following specific items in metal:

- 1.—Portes, châssis et seuils;
- 2.—Escaliers, échelles de sauvetage ou autres et coursives (cat walks);
- 3.—Clôtures, barrières et balcons;
- 4.—Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
- 5.—Grilles, garde-fenêtres, cages et divisions.

- 1.—Doors, frames and sills;
- 2.—Stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
- 3.—Railings, gates and balconies;
- 4.—Protection guards, curb angles, hole and pit frames and covers;
- 5.—Grilles, window guards, cages and partitions.

**b.—Jurisdiction professionnelle:—**Le décret s'appliquera aux salariés travaillant dans les usines comprises dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

**b.—Professional jurisdiction:—**The decree shall govern the employees working in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in subsection "a" of the present section.

**c.—Jurisdiction territoriale:—**La juridiction territoriale du décret comprendra l'île de Montréal, l'île Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

**c.—Territorial jurisdiction:—**The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St. Jean and Iberville.

**II.—Taux de salaires:—**Les taux minima de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-après:

**II.—Rates of Wages:—**The minimum rates of wages shall be the following for each of the following classifications:—

Métiers	Salaires horaires
Mécaniciens .....	\$0.90
Ajusteurs .....	0.80
Forgerons .....	0.80
Aides (boutique ou chantier) .....	0.70
Soudeurs .....	0.70
Monteurs .....	0.90

Trades	Hourly rates
Mechanics .....	\$0.90
Fitters .....	0.80
Blacksmiths .....	0.80
Helpers (shops or field) .....	0.70
Welders .....	0.70
Erectors .....	0.90

**Proviso:—**Il est permis aux mécaniciens et aux ajusteurs d'exécuter tout travail de forgeron ou de soudeur qui puisse être nécessaire sans être obligés d'obtenir une carte de compétence dans ces métiers; lorsqu'ils exécuteront tel travail, ils seront rémunérés aux taux du mécanicien ou de l'ajusteur selon le cas.

**Proviso:—**Mechanics and fitters may execute such welding work or blacksmithing work as may be necessary without obligation to possess a card of competency in such trade, and when so employed they shall be remunerated as mechanics or fitters, as the case may be.

Cependant, les ouvriers qui exécutent exclusivement ou la majeure partie de leur temps du travail de soudeur ou de forgeron doivent se procurer une carte de compétence dans ces métiers

When, however, workmen are engaged exclusively or for the greater part of their time on welding operations or as blacksmiths, they shall be obliged to secure a card of competency in such employment.

**III.—Durée du travail:—a.—**La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le samedi, le travail est réparti entre 8.00 a.m. et midi.

**III.—Duration of labour:—a.—**The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours and distributed as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, from 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.; on Saturday, from 8.00 a.m. to noon.

b.— La durée hebdomadaire du travail des équipes de nuit est de quarante-quatre (44) heures et la durée journalière de travail est de huit (8) heures réparties comme suit: le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 6.00 p.m. et 5.00 a.m.; le samedi, entre 6.00 p.m. et 12.00 (minuit).

IV.— *Travail supplémentaire*:—a.— Tout travail exécuté en plus de la durée régulière de huit (8) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi ou de la durée de quatre (4) heures, le samedi, et celui exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le Jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël, les dimanches et tout travail exécuté pendant toute période autre que celles mentionnées à l'article III du présent décret est considéré comme travail supplémentaire.

b.— Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail énumérées ci-haut, peut être fait à toute autre période de la journée, pourvu que l'employeur se soit assuré que tous les ouvriers qualifiés disponibles sont actuellement employés. Tel travail est sujet à l'échelle de salaires établie par le décret.

c.— L'heure légale est l'heure normale ou l'heure avancée, le tout en conformité avec l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V.— *Paiement du travail supplémentaire*:—a.— Tout travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi, basé sur le taux régulier. Tout travail exécuté le jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël, les dimanches sera payé au taux de salaire double.

b.— Les salariés faisant partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de 10% en plus des taux établis pour le travail de jour.

VI.— *Pension, logement, transport*:— La pension, le logement et les frais de transport doivent être payés par l'employeur à l'employé obligé de travailler en dehors de la cité de Montréal et de résider temporairement ailleurs qu'à son foyer; le temps de déplacement doit être payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus de huit (8) heures de déplacement ne doivent être payées dans un jour de calendrier.

VII.— Les employés requis de travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux le plus élevé.

VIII.— *Travail à la pièce*:— Les contrats intervenus entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce, à contrat ou à taux fixe sont de nul effet et strictement défendus.

IX.— *Apprentissage*:—a.— Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens;

1ère année, 1er semestre .....	25%
1ère année, 2ième semestre .....	30%
2ième année .....	45%
3ième année .....	60%
4ième année .....	75%

b.— The weekly duration of labour of night shifts shall be forty-four (44) hours and the daily duration of labour shall be eight (8) hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 6.00 p.m. and 5.00 a.m.; and between 6.00 p.m. and 12.00 (midnight) on Saturday.

IV.— *Overtime work*:—a.— Any work exceeding the 8-hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or 4 hours on Saturday and that performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays and in any period of the day outside those mentioned in section III of the decree, shall be considered as overtime work.

b.— All special or urgent work which, for sufficient reason, cannot be performed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done in other periods of the day, providing the employer has enquired if all the available skilled labour is presently employed. Such work shall be subject to the scale of wages as set forth in the decree.

c.— The legal time shall be Standard or Daylight Saving Time depending on which time may be in force in the locality where the work is performed.

V.— *Overtime rate*:—a.— All overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates. Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays, shall be paid double time.

b.— Employees working on night shifts shall be paid a premium of 10% in excess of the above day rates.

VI.— *Board, room and travelling expenses*:— Board, room and travelling expenses shall be paid by the employer to the employee having to work outside the city of Montreal and to live temporarily away from his home; travelling time shall be paid at the prorata of from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. But, not more than eight (8) hours of travelling shall be paid in one calendar day.

VII.— The employees required to work temporarily in a classification of a lower rate than their usual class shall receive the higher rate.

VIII.— *Piece work*:— All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price shall be invalid and strictly forbidden.

IX.— *Apprenticeship*:—a.— Apprentice-mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanic's rates of wages:

1st year, 1st 6 months .....	25%
1st year, 2nd 6 months .....	30%
2nd year .....	45%
3rd year .....	60%
4th year .....	75%

b.— Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après l'âge de vingt et un (21) ans, sauf s'il s'agit des militaires licenciés. Quatre (4) années constituent la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti doit avoir travaillé pendant deux cent huit (208) semaines. Il est permis d'avoir un (1) apprenti pour chaque groupe de sept (7) ouvriers travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept (7) ouvriers, il lui est quand même permis d'avoir un (1) apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis et la rémunération pour tel travail sont les mêmes que celles des compagnons.

c.— Au terme de la période de leur apprentissage, le Comité paritaire détermine la catégorie à laquelle ils doivent appartenir et un avis spécial sera émis à cet effet.

X.— *Vacances payées*:— a.— Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder une semaine de vacances payées à tout salarié ayant fourni une année de services ininterrompus.

b.— Les vacances payées peuvent également être accordées en donnant au salarié un jour de congé à chaque deux mois de services, jusqu'à concurrence de 6 jours pour une même année.

c.— *Avis de congé*:— Les vacances sont prises dans les périodes convenant le mieux à l'employeur; cependant, les salariés doivent en être avertis quinze (15) jours à l'avance.

XI.— Le salaire du salarié doit lui être remis dans une enveloppe scellée devant contenir les détails suivants:

- 1.— Le nom et prénom du salarié;
- 2.— La date de la période de paie;
- 3.— Les déductions faites;
- 4.— Le montant contenu dans l'enveloppe.

Ladite enveloppe doit être initialement par la personne qui fait la paie. Si les salaires sont payés par chèque ou au moyen d'un dépôt à la banque, au crédit du salarié, les mêmes détails doivent être mentionnés sur le chèque, sur le talon du chèque ou sur une fiche qui doit être remise au salarié avec sa paie.

XII.— *Durée du décret*:— Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date.

XIII.— Le décret sera mis à exécution par le comité conjoint des matériaux de construction, dont le siège social est situé à Montréal.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 23 juin, 1945.

9695-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), la Section de l'Auto-Voiture, la Section des Sta-

b.— Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before having 16 years of age or after 21, except in the case of those honourably discharge from the armed forces. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period meaning that each apprentice shall have to work during two hundred and eight (208) weeks. One (1) apprentice shall be allowed to each group of seven (7) workmen working in a shop. If an employer has less than seven (7) workmen, he still may have one(1) apprentice. Overtime hours and overtime pay for apprentices shall be the same as those of journeymen.

c.— At the completion of their apprenticeship period, the Parity Committee shall determine in which category they shall be classified and a special notice shall be issued accordingly.

X.— *Vacations with pay*:— a.— *Holidays*:— One week's holiday with pay shall be granted by the employers to every employee who has worked continuously for one year.

b.— A vacation with pay may be granted also by giving one day holiday for each 2 months of service up to 6 days for a same year.

c.— *Notice of holidays*:— Holidays are given in that time most convenient to employers, but employees must be notified fifteen (15) days in advance.

XI.— Employee's wages must be paid in a sealed envelope in which shall be indicated the following particulars:

- 1.— the name and surname of the employee;
- 2.— the date of the pay period;
- 3.— the deductions made;
- 4.— the amount contained in the envelope.

Said envelope shall be initialed by the person who makes the pay. If the wages are paid by cheque or by means of a deposit to the credit of an employee at a bank, the same particulars must be stated on the cheque, on the counterfoil of the cheque or on a voucher which shall be remitted to the employee with his pay.

XII.— *Duration of the decree*:— The decree shall come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective for a period of one year from that date.

XIII.— The decree shall be administered by the Building Materials Joint Committee, whose corporate seat is in Montreal.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 23, 1945.

9695-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), "La Section de l'Auto-Voiture", "La Section des Stations de Service"

tions de Service, de l'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., district de Québec et le Syndicat Catholique des Employés de Garage Inc., district de Québec lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 765, du 13 mai 1938 et amendements, relatif aux employés de garage du district de Québec. On demande:

1° Que l'alinéa "i" du paragraphe 1 de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV.—Salaires:—1.—Zone I:—i.—Etablissements industriels:—Salaires à l'heure ou à la semaine:— Dans tous les établissements de la zone I, appartenant à la juridiction industrielle, les taux de salaires à l'heure ou à la semaine seront les suivants pour les personnes désignées:

a) Compagnon:	l'heure
Classe A .....	\$0.70
Classe B .....	0.60
Classe C .....	0.55
Classe D .....	0.50
b) Préposé aux accumulateurs, vluca-ni ou rechangeur .....	0.53
c) Vitrier et graisseur .....	0.50
d) Apprenti:	
1ère année .....	0.20
2ème année .....	0.30
3ème année .....	0.35
4ème année .....	0.41

2° Que l'alinéa "ii" du paragraphe 1 de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"ii.—Etablissements commerciaux:— Dans les établissements de la zone I, appartenant à la juridiction commerciale (paragraphe "b" de l'article II), les hommes de service, les vendeurs d'essence, les laveurs et généralement les hommes qui font indifféremment les travaux mentionnés au paragraphe "b" de l'article II, ainsi que ceux qui font accidentellement du travail de caissier, recevront, pour le temps régulier, tel que défini à l'article VI, paragraphe "b", le salaire horaire minimum suivant:

	l'heure
débutant (1er année) .....	\$0.25
Classe B .....	0.35
Classe A .....	0.40

Pour tout travail fait en sus du temps régulier, les salariés de la présente catégorie recevront, en plus de leur salaire régulier, un supplément égal à 50% du taux de salaire minimum ici déterminé pour leur classification."

3° Que l'alinéa 3 du paragraphe "a" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"Les compagnons, apprentis, préposés aux accumulateurs, vitriers, graisseurs, vulcanisateurs ou rechangeurs recevront, pour tout travail fait entre 7 heures et 11 heures p.m., en plus de leur salaire régulier, un supplément de salaire égal à 50% du taux de salaire de la convention pour leur classification; il est entendu toutefois que pour tout travail commencé avant 6 heures p.m., les taux majorés de salaire ne commenceront pas à compter avant 7 heures p.m."

4° Que l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"VIII.—Durée du décret:— Le présent décret restera en vigueur jusqu'au 28 novembre 1946. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, trente (30) jours avant le 28 novembre de chaque année."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle

of The Retail Merchants Association of Canada Inc., District of Quebec, and "Le Syndicat catholique des Employés de Garage Inc.", District of Quebec, have submitted to him a petition to amend the decree number 765, of May, 13, 1938, and amendments, relating to the garage employees of the District of Quebec. It is requested:

1° That paragraph "i" of subsection 1 of section IV be replaced by the following:

IV.—Wages:—1.—Zone I:—i.—Industrial establishments:—Wages by the hour or by the week:— In the establishments of zone I, pertaining to the industrial jurisdiction, the hourly rates of wages or the wages by the week shall be the following for the persons determined:

a) Journeyman:	per hour
Class A .....	\$0.70
Class B .....	0.60
Class C .....	0.55
Class D .....	0.50
b) Storage battery man, vulcanizer or rethreader .....	0.53
c) Glazier and greaser .....	0.50
d) Apprentice:	
1st year .....	0.20
2nd year .....	0.30
3rd year .....	0.35
4th year .....	0.41

2° That paragraph "ii" of subsection I of section IV be replaced by the following:

"ii.—Commercial establishments:— In the establishments of zone I, belonging to the commercial jurisdiction (subsection "b" of section II), service men, gasoline attendants, washers and generally, men doing the various operations mentioned in subsection "b" of section II, and those doing cashier's work accidentally, shall receive, for regular time, as defined in section VI, subsection "b", the following hourly minimum rate of wages:

	per hour
beginner (1st year) .....	0.25
Class B .....	0.35
Class A .....	0.40

For any work performed in excess of the regular time, the employees of the present category shall receive, in addition to their regular wages, an extra equal to 50% of the minimum rate of wages herein determined for their classification."

3° That paragraph 3 of subsection "a" of section VI be replaced by the following:

"Journeyman, apprentices, storage battery men, glaziers, greasers, vulcanizers or rethreaders shall receive, for work performed between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., in addition to their regular wages, an extra remuneration equal to 50% of the wage rate of the agreement for their classification; it is understood, however, that for work begun before 6.00 p.m., the increased rates of wages shall not be paid before 7.00 p.m."

4° That section VIII be replaced by the following:

"VIII.—Duration of the decree:— The present decree shall remain in force until November 28, 1946. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party of its intention to have it repealed, thirty days (30) days before November 28, of each year."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressées pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 juin 1945.

9698-o

Gazette, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said petition.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour

Department of Labour,  
Quebec, June 23, 1945.

9698-o

Département du Trésor  
Assurances

Treasury Department  
Insurance

AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE  
MUTUELLE CONTRE LE FEU

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL FIRE  
INSURANCE COMPANY

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard de Beauchastel, dans le comté de Témiscamingue, dans la Province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 59 du chapitre 299, des Statuts Refondus de Québec 1941, et que quarante-quatre personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$56,200.00.

Notice is hereby given that Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard de Beauchastel, in the county of Temiscamingue, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 59 of Chapter 299 of Revised Statutes of Quebec 1941, and that forty-four duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of \$56,200.00.

Donné conformément aux dispositions de l'article 59 de la Loi des assurances, ce dix-neuvième jour de juin, mil neuf cent quarante-cinq.

Given pursuant to the provisions of Article 59 of the Insurance Act, this nineteenth day of June, one thousand nine hundred and forty-five.

Le Président,  
OSCAR LAFERRIERE.

OSCAR LAFERRIERE,  
Président.

Le Secrétaire,  
J.-S. BRULÉ.

J.-S. BRULÉ,  
Secretary.

9670-o

9670-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL.— BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Lupien .....	Jean.....	23	Hull.....	Ecole Normale de Hull et Université d'Ottawa.
Major .....	Charles-B.....	20	Hull.....	Collège Brébeuf de Montréal et Université d'Ottawa.

Hull, le 9 juin 1945.— Hull, June 9th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,  
JAMES A. MILLAR,  
Secretary of the Bar of Hull.

9601-24-2-o

BARREAU D'ARTHABASKA.— BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Trottier.....	Laurent.....	23	Victoriaville.

Victoriaville, le 24 mai 1945.— Victoriaville, May 24th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,  
JEAN MASSICOTTE,  
Secretary of the Bar of Arthabaska.

9600-24-2-o

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1945.—Examinations of July 2, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Beauregard.....	Jules.....	22	Montréal.
2.—Caselais.....	Pauline.....	21	Montréal.
3.—Collette.....	Roger.....	33	Montréal.
4.—Dansereau.....	Paul.....	24	Montréal.
5.—Décary.....	Raymond-G.....	23	Montréal.
6.—Dupuy.....	L.-P.....	23	Montréal.
7.—Ferguson.....	J.-Louis.....	23	Montréal.
8.—Forest.....	Paul.....	25	L'Épiphanie.
9.—Gagnon.....	Cyrille.....	30	Montréal.
10.—Godbout.....	Maurice-D.....	28	Montréal.
11.—Hill.....	Ruth L.....	22	St-Lambert.
12.—Lajeunesse.....	Marcel.....	23	Montréal.
13.—Laporte.....	Pierre.....	24	Montréal.
14.—Laurin.....	Marie-Paule.....	36	Montréal.
15.—Lawrence.....	F. S.....	45	Montréal.
16.—Legault.....	Mignonne.....	24	Montréal.
17.—Lussier.....	Claude.....	23	Montréal.
18.—Martin.....	J.-E.....	28	Montréal.
19.—Massie.....	Gaston.....	26	Montréal.
20.—Mercier.....	François-O.....	22	Montréal.
21.—Prénoveau.....	Conrad.....	22	Montréal.
22.—Riel.....	Maurice.....	23	Montréal.
23.—Rosentsveig.....	Leo.....	24	Montréal.
24.—Rowat.....	Edward W.....	25	Montréal.
25.—Stewart.....	William T.....	26	Montréal.
26.—Thouin.....	Lucien.....	29	Montréal.
27.—Trottier.....	Pierre.....	20	Outremont.
28.—Vaillancourt.....	Gilles.....	36	Montréal.

Montréal, le 11 juin 1945.—Montreal, June 11th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

9602-24-2-o

## BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Jessop.....	Albert.....	21	Rimouski.....	Séminaire de Rimouski.
Lavoie.....	Wilfrid.....	23	Mont-Joli.....	Séminaire de Rimouski.
Ferreault-Casgrain.....	André.....	20	Rimouski.....	Séminaire de Rimouski, Collège de Ste-Anne de la Pocatière et St-Dunstan's University, Charlottetown.

Rivière-du-Loup, le 14 juin 1945.—Rivière-du-Loup, June 14th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
LOUIS DUGAL,  
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

9687-25-2-o

## BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gagnon.....	Claude.....	25	Rimouski.

Rivière-du-Loup, le 14 juin 1945.—Rivières-du-Loup, June 14th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
LOUIS DUGAL,  
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

9688-25-2-o

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1945.—Examinations of July 2, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bisset	Harold M.	40	Montréal.
Boudreault	René	27	Montréal.
Dansereau	Arthur	24	Montréal.
Geoffroy	Jean-Paul	23	Montréal.
Godard	Guy	24	Ste-Agathe-des-Monts.
L'Heureux	Paul	25	Montréal.
Poulin	François	31	Montréal.
Reyeraft	L.-S.	35	Montréal.

Montréal, le 19 juin 1945.—Montreal, June 19th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal.  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

9690-25-2-o

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Beaupré	Charles-Henri	27	Québec.
Drolet	Paul-André	24	Québec.
Ferron	Magdeleine T.	22	Québec.
Gosselin	Emile	23	Québec.
Laverdière	Gérard	24	Québec.
Lemieux	Paul	25	Québec.
Parent	André-Ernest	28	Québec.

Québec, le 16 juin 1945.—Quebec, June 16th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Québec.  
EDOUARD LALIBERTE,  
Secretary of the Quebec Bar.

9692-25-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residences	Collèges Colleges
1.— Bissonnette	Pierre-André	20	Montréal	St. Dunstan's University.
2.— Chabot	Gaétan	20	Montréal	Séminaire de philosophie.
3.— Clarkson	Ross T.	23	Montréal	McGill University.
4.— Dugas	Jacques	18	Joliette	Séminaire de Joliette.
5.— Gagnon	Réal	20	Montréal	Collège André-Grasset.
6.— Lejour	Paul-Emile	19	Montréal	Collège Jean de Brébeuf.
7.— Laganière	G.-P.	28	Montréal	Université d'Ottawa.
8.— Laporte	Pierre	23	Montréal	Collège de l'Assomption.

Montréal, le 19 juin 1945.—Montreal, June 19th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal.  
GUY FAVREAU,  
Secretary of the Bar of Montreal.

9689-25-2-o

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.— BAR OF SAINT FRANCIS.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet, 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Blanchette .....	Jean-Guy .....	22	Chartierville.....	Séminaire St-Charles Borromée, Sherbrooke.

Sherbrooke, le 21 juin 1945.— Sherbrooke, June 21st, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,  
LS.-GEO. LEMAY,  
Secretary of the Bar of Saint Francis.

9693-25-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.— BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bédard .....	Charlemagne .....	20	Québec .....	Séminaire de Québec.
Simard .....	Joseph-Emilien .....	25	Québec .....	Séminaire de Québec.
Tessier .....	Robert .....	22	Québec .....	Externat Classique St-Jean-Eude.

Québec, le 16 juin 1945.— Quebec, June 16th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
EDOUARD LALIBERTE,  
Secretary of the Quebec Bar.

9691-25-2-o

Proclamations

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, soit détaché de ladite paroisse et annexé à la municipalité du canton de Bergeronnes;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

A CES CLAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 7 juin 1945 et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Tadoussac comprenant, en référence au cadastre officiel pour

Proclamations

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been presented to us requesting, that a certain territory of the municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, be detached from the said parish and annexed to the municipality of the township of Bergeronnes;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date the 7th of June, 1945, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Tadoussac, comprising, with reference to the official

le canton de Tadoussac, tous les lots du rang Bergeronnes et les lots de 456 à 464 inclusivement dans le rang 1-Est et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne séparant le lot 455 des lots 456 et 457, de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne séparant le lot 455 des lots 456 et 457, la ligne sud-ouest du rang Bergeronnes, la ligne sud-ouest du rang Bergeronnes, la ligne séparative des cantons de Tadoussac et de Bergeronnes, la rive droite ou rive sud-ouest de la rivière Petites Bergeronnes et la rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ, lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites cidessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus et annexé à la municipalité du canton de Bergeronnes, à compter du 1er janvier suivant la publication d'une proclamation à cet effet dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D. Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce onzième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province.

9684-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,  
Province de  
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, { ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 68 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus, 1941, chapitre 15), toute Cour de circuit d'un district électoral peut être abolie sur proclamation du Lieutenant-Gouverneur;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 69, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur d'ordonner, par proclamation, la transmission des dossiers, registres, documents et archives d'une cour de circuit abolie au greffe d'une autre Cour de circuit désigné dans la proclamation;

ATTENDU que, sous l'autorité des articles 318 et 319 de ladite Loi des tribunaux judiciaires, le Lieutenant-Gouverneur peut exercer les mêmes pouvoirs pour ce qui regarde l'abolition d'une Cour de magistrat et la transmission des dossiers,

cadastre for the township of Tadoussac, all the lots of range Bergeronnes, and lots 456 to 464 inclusively of range 1-East and the limits whereof are described as follows; to wit: starting from the point of intersection of the bank of the River Saint Lawrence with the line separating lot 455 from lots 456 and 457; thence passing through the following lines and demarcations in continuity the ones after the others:— the said line separating lot 455 from lots 456 and 457, the Southwest line of range Bergeronnes, the division line of townships Tadoussac and Bergeronnes, the right bank or Southwest bank of the river Petites Bergeronnes and the bank of the River Saint Lawrence to the starting point, said territory, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or part thereof comprised within the limits hereinabove described, to be detached from the municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus and annexed to the municipality of the township of Bergeronnes, from and after the 1st of January following the publication of a proclamation to that effect in the *Quebec Official Gazette*, the whole pursuant to the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH UR Loving subjects and all others whom these present may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Out Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D.; Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ELEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the Ninth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI.

9684

Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS under the authority of section 68 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes 1941, chapter 15) upon proclamation of the Lieutenant-Governor, any Circuit Court may be abolished;

WHEREAS under the authority of section 69, the Lieutenant-Governor may order by proclamation, the transmission of such records, registers, documents and archives of an abolished Circuit Court to the office of another Circuit Court designated in the proclamation;

WHEREAS under the authority of sections 318 and 319 of the said Courts of Justice Act, the Lieutenant-Governor may exercise the same powers with regard to the abolition of the Magistrate's Court and the transmission of the

régistres, documents et archives d'une Cour de magistrat abolie;

ATTENDU qu'il y a lieu d'abolir la Cour de circuit et la Cour de magistrat du district électoral de Verchères, à Verchères, et d'ordonner la transmission des dossiers, registres, documents et archives de chacune de ces Cours à la Cour de circuit du district de Richelieu et à la Cour de magistrat du district de Richelieu respectivement;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 2223 du 14 juin mil neuf cent quarante-cinq, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons:

1° l'abolition de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat du district électoral de Verchères, à Verchères;

2° la transmission, à la Cour de circuit du district de Richelieu, des dossiers, registres, documents et archives de la Cour de circuit du district électoral de Verchères, à Verchères; et

3° la transmission, à la Cour de magistrat du district de Richelieu, des dossiers, registres, documents et archives de la Cour de magistrat du district électoral de Verchères, à Verchères.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quinziesme jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

9682-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 320 de la Loi du Cadastre, Statuts refondus, 1941, il a été préparé, sous la direction de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, un plan et un livre de renvoi du canton de Béarn, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du bureau du ministère des Terres et Forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

records, registers, documents and archives of an abolished Magistrates' Court;

WHEREAS, it is expedient to abolish the Circuit Court and the Magistrate's Court of the electoral district of Verchères, at Verchères, and to order the transmission of the records, registers, documents and archives of each of these Courts to the Circuit Court of the district of Richelieu and to the Magistrate's Court of the district of Richelieu, respectively;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order in Council number 2223 of June 14th, one thousand nine hundred and forty-five, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain:

1. the abolition of the Circuit Court and of the Magistrate's Court of the electoral district of Verchères, at Verchères;

2. the transmission to the Circuit Court of the district of Richelieu of the records, registers, documents and archives of the Circuit Court of the electoral district of Verchères, at Verchères; and

3. the transmission to the Magistrate's Court of the district of Richelieu of the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Court of the electoral district of Verchères, at Verchères.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of June, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-five, and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

9682

Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS, pursuant to the provisions of section 2, chapter 320 of the Cadastre Act, R.S.Q., 1941, there has been prepared, under the direction of the Hon. the Minister of Lands and Forests, a plan and book of reference of the Township of Béarn, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS said plan and book of reference now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests and an exact copy has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

ATTENDU que, en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur, le dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels et pour fixer, en même temps, la date où les dispositions de l'article 2168 du Code civil deviendront en vigueur dans le canton de Béarn;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret portant le No 2135, en date du 8 juin 1945,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels du canton de Béarn, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et

Nous fixons, à la date de la publication de la proclamation susdite, le jour où les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en vigueur relativement aux lots compris dans le canton de Béarn, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité, conférée par le Code civil, à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le canton de Béarn.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., S.D.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quinzième jour de juin, en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

9681-o

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur  
général,

L. DÉSILETS  
51 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15) le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner la tenu d'un terme spécial de la Cour supérieure dans tous districts judiciaires de la province;

ATTENDU que, pour les districts de Bonaventure et de Gaspé, des termes de la Cour supérieure peuvent être tenus entre le trente juin et le premier septembre;

ATTENDU que, pour chacun des districts de Bonaventure et de Gaspé, il y a lieu d'ordonner la tenue d'un terme spécial de la Cour supérieure

WHEREAS, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, it is now expedient to announce, by a proclamation of the Lieutenant-Governor, the filing of said official plan and book of reference, and to fix, at the same time, the date upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code shall come into force in the township of Béarn;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing No. 2135, under date of June 8th, 1945,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference of the Township of Béarn, in the Registration Division of Abitibi, and,

We fix the date of the publication of the aforesaid proclamation, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force, respecting the lots comprised in the Township of Béarn; and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real rights on a lot of land comprised in the Township of Béarn.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this FIFTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five, and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

9681

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney  
General.

WHEREAS in conformity with the provisions of section 51 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 15) the Lieutenant-Governor may, by proclamation order the holding of a special term of the Superior Court in all judicial districts of the Province;

WHEREAS, for the districts of Bonaventure and of Gaspé, the terms of the Superior Court may be held between the thirtieth of June and the first of September;

WHEREAS for each of the districts of Bonaventure and of Gaspé, it is expedient to order the holding of a special term of the Superior Court

GREETING.

durant le mois de juillet mil neuf cent quarante-cinq;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 2222 du 14 juin mil neuf cent quarante-cinq, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons:

1° qu'un terme spécial de la Cour supérieure du district de Bonaventure soit fixé au trois juillet mil neuf cent quarante-cinq et aux trois jours suivants; et

2° qu'un terme spécial de la Cour supérieure du district de Gaspé soit fixé au neuf juillet mil neuf cent quarante-cinq et aux quatre jours suivants.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quinzième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province.

9683-0

JEAN BRUCHÉSI.

during the month of July, one thousand nine hundred and forty-five;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order in Council number 2222 of June 14th, one thousand nine hundred and forty-five. We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain:

1. that a special term of the Superior Court of the district of Bonaventure be fixed to the third of July, one thousand nine hundred and forty-five and to the three days following; and

2. that a special term of the Superior Court of the district of Gaspé be fixed to the ninth of July, one thousand nine hundred and forty-five and to the four days following.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

9683

Under Secretary of the Province.

## Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234543.

Avis vous est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 13ème jour de juin 1945 rendu par l'honorable juge P.-F. Gasgrain, dans une cause dans laquelle Dame Fannie (Frances) Israel, ménagère, femme séparée de biens de George Preston, distributeur, les deux de la cité de South Gate, de l'État de la Californie, l'un des États-unis d'Amérique, le dit George Preston ici présent pour assister et autoriser sa dite femme pour ces présents, est demanderesse, et Mandy Israel, chauffeur, et Joseph Israel, vendeur, tous deux des cité et district de Montréal, et David Israel, mécanicien de la ville de Détroit, de l'État de Michigan, l'un des États-unis d'Amérique, sont défendeurs; ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement ayant front sur le rue St-Urbain, à Montréal, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro quatre cent et soixante-et-quinze de la subdivision officielle du lot numéro onze aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front à la dite rue St-Urbain, en arrière à une ruelle, sur le coté nord-ouest au residu du dit lot 11-475, et au côté sud-est au lot numéro 474 de la dite subdivision, avec les bâtisses ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 5387, 5389 et 5391 de la dite

## Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 234543.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the District of Montreal, on the 13th day of June 1945, rendered by the Honourable Mr. Justice P.-F. Casgrain, in a cause wherein Dame Fannie (Frances) Israel, housewife, wife separate as to property of George Preston distributor, both of the City of South Gate, in the State of California, United States of America, the said George Preston hereto present to assist and authorize his said wife for these presents, is plaintiff, and Mandy Israel, chauffeur, and Joseph Israel, salesman, both of the City and District of Montreal, and David Israel, mechanic, of the City of Detroit, State of Michigan, United States of America, are defendants; ordering the licitation of the immovable described as follows:

That certain emplacement fronting on St. Urbain Street, at Montreal, known as being the south east half of lot number four hundred and seventy-five of the official subdivision of lot number eleven on the official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis, containing twenty-five feet in width by one hundred feet in depth English measure more or less, bounded in front to said St. Urbain Street, in rear to a lane, on the north west side to the residue of said lot number 11-475 and on the south east side to the lot number 474 of the said subdivision, with the house and other bui dings thereon erected; bearing civic No. 5387

rue St-Urbain, dont le mur sud-est est mitoyen avec la propriété voisine:

5389 and 5391 of said St. Urbain Street, the south east gable wall of said house being mitoyen with the adjoining premises;

Ledit emplacement ou immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur MARDI le TRENTE-ET-UNIEME jour de JUILLET 1945 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par la dite Cour dans la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le protonotaire pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à adite licitation devra être déposée au Greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de la faire.

The property above described as it presently subsists, will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY 1945, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in room 31 in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the Prothonotary for the said Sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Un dépôt de mille huit cents dollars devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

A deposit of one thousand eight hundred dollars must be made by each bidder with every bid.

Montréal, le 18 juin 1945.

Montreal, June 18th, 1955.

Le Procureur de la demanderesse.  
9671-25-2-o PHILIP S. GARONCE.

PHILIP S. GARONCE,  
9671-25-2-o Attorney for plaintiff.

## Ventes pour taxes municipales

## Sales for Municipal Taxes

Province de Québec, Comté de Laval

Province of Quebec, County of Laval

VILLE SAINT-MICHEL

TOWN OF SAINT-MICHEL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville, Saint-Michel, MARDI le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUILLET (1945) mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on TUESDAY, (17) the SEVENTEENTH day of JULY Nineteen Hundred and Forty-Five (1945) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 14 juin 1945, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, articles 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V., chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 14th, 1945, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Héon J.-B. ....	343	1064
Chalk Walter .....	440	521, 522, 523, 524, 551, 552, 553, 554.
Hébert Alphonse .....	444	2-15,
	445	193,
Jones William Arthur .....	474	826, 956.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Saint-Michel.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles;

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce dix-huitième jour (18) du mois de juin, mil neuf cent quarante-cinq (1945).

(Sceau)  
9664-25-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
ART.-E. CHEVRIER.

Given at the Town of Saint-Michel, this (18) eighteenth day of June, Nineteen Hundred and Forty-Five (1945).

(Seal)  
9664-25-2-o

ART.-E. CHEVRIER,  
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Laval

VILLE MONTRÉAL-NORD

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville, Montréal-Nord, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de JUILLET (1945) mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 14 juin 1945, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Province of Quebec, County of Laval

TOWN OF MONTREAL-NORTH

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal North, on WEDNESDAY, (18) the EIGHTEENTH day of JULY, Nineteen hundred and forty-five (1945), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 14th, 1945, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550, of Cities and Towns' Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadsatre	Subdivisions
Herstetter, Leon et son épouse — and his wife . . .	29	720
Johnson, John . . . . .	30	235, 236, 237
Larchevêque, Léopold alias Léo . . . . .	31	40, 41
Labelle, Roméo . . . . .	31	72
Larivière, Joseph . . . . .	31	298
Mitchell, Thomas . . . . .	31	688, 689, 690, 691
Inconnu — Unknown . . . . .	36	555
St-Amant, Eusèbe . . . . .	36	716, 717
Plouffe, Francis . . . . .	36	104
	37	8
Pigeon, O.-A. . . . .	38	544
Croteau, René . . . . . (avec bâtisses dessus érigées — with building thereon erected.)	38	819, 820, 821
Lajeunesse, Révd. Arthur . . . . .	38	840, 841
Picard, Oscar . . . . .	38	1110, 1111
Rioux, Emile . . . . .	45	944, 945
Lanoué, Paul . . . . . (avec bâtisses dessus érigées) — with building thereon erected.)	49	31P, 32, 33, 34
Bélangier, Ida épouse de Honoré Bouchard . . . . . "wife of — " " " (avec bâtisse dessus érigée — with building thereon erected).	50	117
Allair, Louis-Cléophas . . . . .	50	1218
St-Regis Land & Pierre L'Heureux . . . . .	50	1344, 1345
Gilbert, Amanda . . . . .	61	771-2
Taillefer, Amédée . . . . .	62	222
Côté, Alma Vve de — widow of Arthur Lefrançois . . . . .	62	369, 370
Benoit, Alfred-O. . . . .	65	6
Corbeil, Hélène . . . . .	66	253
Lefebvre, M.-A. dit Bélangier . . . . .	76	445
Inconnu — Unknown . . . . .	76	856-a
Alexander, J.-H. . . . .	82	100
Chapman, Jack . . . . .	82	583, 84
Alexander, James-Hugh . . . . .	85	42 et 43
Pépin, Charles . . . . .	85	85
Dubé, Lucie-Anna Vve de — widow of Elzéar Dinelle . . . . .	85	193, 194
Hogue, Ernest . . . . .	90	242, 243
	86	74, 75
Gougeon, Wilfrid . . . . .	90	111, 112
	93	170, 171
Léger J.-Olipha . . . . . (avec bâtisse dessus érigée — with building thereon erected.)	93	379, 380, 381, 382, 383
Gonya, Ovide-J. . . . .	90	638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653
Pitt, Ernest & Co., (Mme — Mrs J. Waterson) . . . . .	114	73, 74, 75
Lamoureux Émile . . . . .	115	80, 81.

(moins une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement du Boulevard St-Michel, suivant acte de vente passé devant le Notaire Jean Beaudoin en date du 18 août 1926 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 121.865 en date du 10 septembre 1926.)

(less a certain part sold to the Town of Montreal North for the widening of Boulevard St. Michel, as per deed of sale passed before Jean Beaudoin, Notary, on August 18th 1926, and registered at the Registry Office of Montreal under number 121.865 on September the 10th, 1926.)

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Montréal-Nord.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce dix-huitième jour (18) du mois de juin, mil neuf cent quarante-cinq (1945).

Given at the Town of Montreal North, this eighteenth (18) day of June, Nineteen hundred and forty-five (1945).

9665-25-2-o Le Secrétaire-trésorier,  
ART.-E. CHEVRIER.

9665-25-2-.) ART.-E. CHEVRIER,  
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Laval

Province of Quebec, County of Laval

VILLE DE POINTE-AUX-TREMBLES

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel de Ville, de la Ville de Pointe-aux-Trembles, JEUDI, e DIX-NEUVIEME jour du mois de JUILLET, 1945, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council at the Town-Hall of the Town of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the NINETEENTH day of JULY 1945, at THIRTY minutes past TEN in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 8 juin 1945, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 8th, 1945, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Attanamiuk Hnat .....	93	75

A distraire du dit lot la partie vendue à la Ville de la Pointe-aux-Trembles, pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelega et de Jacques-Cartier, le 23 décembre 1914, sous le numéro 290589.

To be detached from the said lot, the part sold to the Town of Pointe-aux-Trembles, for the widening of Notre-Dame Street, by a deed registered at Hochelega and Jacques-Cartier, on the 23rd day of December, 1914, under number 290589.

Balena Flisa .....	182	308, 309
Boivin Joseph .....	181	403
Bombardier Wilfrid .....	177	70, 71
Boulerice Séverin .....	177	302, 303
Brandt René Edmond .....	206	420 à — to 423 incl.
Caron Omer .....	181	776
Chartré Hector Adjutor .....	181	391
Coupal Stanislas .....	177	202, 203
De l'Etoile Joseph .....	228	283 à — to 288 incl.
Desjardins Marie-Louise, veuve de — widow of J.-B. Lemerise .....	211	568, 569
Domokus Fodor .....	182	276, 277
Fittes Jean .....	180	286, 287
Foisy Marguerite, Blanche, Françoise, Germaine, épouse de — wife of Louis Lamarche, et — and Marie-Anne, épouse de — wife of Alexandre St-Louis .....	181	219 à — to 223 incl.
Gagnon Napoléon .....	227	160 à — to 163 incl.
Gélinas Berthe, veuve de — widow of Henri Plessis-Bélnair .....	93	62 à — to 69 incl.,
" .....	100	14 à — to 21 incl., 37 à — to 40 incl.
Gélinas Jean .....	100	83, 84, 86, 89, 90, 92, 93, 97 à — to 104 incl.,
" .....	199	136 à — to 138 incl.,
" .....	199	72, 73, 75 à — to 81 incl., 38, 39, 42, 45,
" .....	199	48 à — to 50 incl., 58 à — to 64 incl., 66, 67,
" .....	199	83 à — to 85 incl.,
Incurto Michel .....	182	346
Killeen F. L. .....	41	149
Lebeau Joseph .....	216	216
McDonald Catherine, veuve de — widow of Albéric Gélinas .....	181	99
" .....	184	52, 53
McLean John A. ....	206	

SUBDIVISIONS

1206, 1207, 1209 à — to 1211 incl., 1153 à — to 1156 incl., 1187 à — to 1190 incl., 1129, 1171 à — to 1175 incl., 1202 à — to 1205 incl., 1124 1125, 1025 à — to 1028 incl., 1031 à — to 1033 incl., 1053, 1054, 1084 à — to 1087 incl., 863 à — to 866 incl., 955 à — to 962 incl., 964 à — to 967 incl., 860, 861, 764 à — to

767 incl., 819 à — to 826 incl., 724, 725, 630 à — to 632 incl., 628, 621, 622, 591, 592, 689, 694, 695, 493, 494, 455, 456, 548 à — to 551 incl., 452, 418, 417, 349, 383 à — to 390 incl., 222 à — to 224 incl., 220, 180, 181, 279 à — to 281 incl., 285, 286, 175, 176, 120 à — to 123 incl., 118, 85 à — to 87 incl., 93, 149, 150, 1136, 1137, 1020, 1015, 1009 à — to 1012 incl., 869 à — to 873 incl., 877 à — to 888 incl., 734 à — to 752 incl., 612, 613, 606 à — to 608 incl., 603, 471 à — to 473 incl., 475, 465, 467, 468, 330, 331, 333, 325, 327, 328, 197, 187 à — to 195 incl., 77 à — to 80 incl., 74, 75, 64 à — to 68 incl., 2, 3, 9 à — to 14 incl., 97, 98, 100, 101, 247, 248, 243, 242, 241, 237 à — to 239 incl., 230 à — to 234 incl., 379 à — to 381 incl., 369 à — to 372 incl., 359, 360, 501 à — to 520 incl., 657, 635, à — to 655 incl., 771 à — to 793 incl., 907 à — to 929 incl., 1041 à — to 1051 incl., 1039, 1163, 1165, 1177 à — to 1184 incl., 1064, 1066 à — to 1071 incl., 935 à — to 946 incl., 949 à — to 953 incl., 795 à — to 817 incl., 659, 663 à — to 681 incl., 523 à — to 545 incl., 412, 413, 395, 396, 391, 392, 261, 262, 264 à — to 266 incl., 268 à — to 273 incl., 124, 126 à — to 129 incl., 138 à — to 142 incl., 16 à — to 28 incl., 38, 39, 42 à — to 50 incl., 167 à — to 169 incl., 172, 173, 292 à — to 295 incl., 297, 432, 433, 437, 439, 441, 442, 447, 576, 697 à — to 719 incl., 834 à — to 836 incl., 838 à — to 854 incl., 970 à — to 979 incl., 1090 à — to 1094 incl., 1192 à — to 1199 incl., 484, 696, 1167, 1176, 1185, 1186, 1191, 1200, 1201.

Un morceau de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro onze cent vingt huit de la subdivision officielle du lot numéro Deux cent six (N° 206-1128pte) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant cinquante-sept pieds de largeur par huit pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise; bornée cette dite partie de lot en front, par partie dudit lot numéro onze cent vingt-huit vendue pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, en arrière par les lots numérotés 206-1124, 1125, du côté nord-est et du côté sud-ouest par partie dudit lot numéro onze cent vingt-huit de la dite subdivision.

A piece of land forming part of the lot known and designated under the number Eleven Hundred and Twenty-eight of the official subdivision duly made and filed for the official lot number Two Hundred and Six (206-1128pte) on the plan and in the book of reference for the Parish of Pointe-aux-Trembles, measuring fifty-seven feet in width by eight feet in depth, English measure and more or less; bounded said part of lot in front, by part of the lot number Eleven hundred and twenty-eight sold for the widening of Notre-Dame Street, in rear by the lots numbers 206-1124, 1125, in its North-East side and in its South West side by part of the said lot number Eleven Hundred and Twenty-eight of the said subdivision.

Ménard P.-Napoléon .....	216	429
Moquin Pierre-Alexis .....	216	319
Mullen Brockway Charles et — and Janet Mullen	184	290, 291
O'Haire Frank et — and Mélinda MacGuertin .....	181	251 avec — with 182-203
	181	250 avec — with 182-202
Paquette Aurélien .....	180	89, 90
Partriek Ellen Mary, épouse de — wife of Joseph Sartell .....	206	563 à — to 575 incl.,
Pépin Stanislas et — and Albertine Leclerc .....	181	635, 636
Reed Maud A. ....	181	245, 246
Robin Gilles .....	93	32, 33
Rousseau Pauline, épouse — de — wife of J. Jacques Ryan .....	176	131, 223 à — to 225 incl., 299 à — to 305 incl., 318, 319, 320, 288 à — to 291 incl., 293 à — to 296 incl., 307 à — to 310 incl., 312 à — to 315 incl.,
St-Denis Germaine .....	93	181
Saucier Amédée .....	211	996
Sénécal R. Prosper .....	210	209, 210
Servinou Michel .....	181	149
Thack Mike .....	182	365
Thibault Maurice .....	109	968, 969
Wauthier Régine, épouse de — wife of Nestor Wallot	186	264 à — to 267 incl.,
Wiggins John .....	176	25

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce dix-neuvième jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-cinq.

(Sceau)  
9677-25-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
PAUL-A. TRUDEAU.

The above immovables are all on the plan and book of reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles this Nineteenth day of June, Nineteen hundred and forty-five.

9677-25-2-o

PAUL-A. TRUDEAU,  
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté d'Hochelaga

Province of Québec, County of Hochelaga

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

TOWN OF MONTREAL WEST

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET, 1945, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JULY, 1945, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom Name	No. du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Allen, Leonard Martin	138-537	\$ 12 78	\$ .84	\$ 13.62
Evans, W. H.	139-486	73 52	5 29	78 81
Favreau, Victor	138-513 à — to 516	50 76	3 60	54 36
Hunt, A.	138-536	12 78	.84	13 62
Legault, Succ.-Est. J.	138-408 à — to 411	50 76	3 00	54 36
Legg, E. L. Rowan.	138-480 à — to 485	76 14	5 50	81 64
do	138-364 à — to 369	76 14	5 50	81 64
Murphy, W. Frank	139-499	73 52	5 29	78 81
Metropolitan Loan Corp.	140-485	241 15	16 88	258 03
Pease, Charles A.	139-512 & 513	133 60	9 55	143 15

Donné à Montréal-Ouest, ce dix-neuvième jour de juin, 1945.

9672-25-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
CHAS. I. FRASER.

Given at Montreal West, this Nineteenth day of June, 1945.

9672-25-2-o

CHAS. I. FRASER,  
Secretary-Treasurer.

**VENTES PAR SHERIFS**

**SHERIFFS' SALES**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } LONDON & SCOTTISH  
N° 235526 } ASSURANCE COR-  
PORATION LIMITED, demanderesse, vs J.-  
ARTHUR ARCHAMBAULT, en sa qualité de  
curateur à la succession vacante de feu JOSEPH  
HILAIRE ROCH, défendeur.

“Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison, en la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant la demi nord de la subdivision trois de la subdivision sept de la subdivision officielle du lot numéro trente-deux (32-7-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit:

En front par ladite rue Hutchison; en arrière par une ruelle étant la subdivision onze de la subdivision sept des subdivisions officielles dudit lot trente-deux (32-7-11) audit plan officiel; d'un côté par le résidu de ladite subdivision trois de la subdivision sept des subdivisions officielles dudit lot trente-deux (32-7-3) et de l'autre côté par la subdivision quatre de la subdivision sept des subdivisions officielles dudit lot trente-deux (32-7-4) auxdits plan et livre de renvoi officiels. Avec la résidence portant les numéros civiques 2716, 2718 et 2720 de ladite rue Hutchison et autres structures y érigées; les murs de côté d'icelle sont mitoyens avec les lieux adjacents et avec le droit d'usage en commun avec d'autres de la ruelle en arrière dudit emplacement.”

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,  
Montréal, le 30 mai 1945.  
[Première insertion, 2 juin 1945]

Le Shérif,  
L.-P. CAISSE,  
9440-22-2

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } LONDON & SCOTTISH  
No. 235526 } ASSURANCE COR-  
PORATION LIMITED, plaintiff; vs J.-  
ARTHUR ARCHAMBAULT, in his quality of  
Curator to the vacant estate of the late JOSEPH  
HILAIRE ROCH, defendant.

“An emplacement fronting on Hutchison street, in the city of Outremont, known and designated as being the North half of Subdivision Three of Subdivision Seven of the Official Subdivision of Lot Number Thirty-two (32-7-3) on the Official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal; containing Twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows:

In front by said Hutchison Street; in rear by a lane being Subdivision Eleven of Subdivision Seven of the Official Subdivisions of the said lot Thirty-two (32-7-11) on said Official Plan; on one side by the remainder of said Subdivision Three of Subdivision Seven of the Official Subdivisions of the said lot Thirty-two (32-7-3) and on the other side by Subdivision four of Subdivision Seven of the Official Subdivisions of the said lot Thirty-two (32-7-4) on the said Official Plan and Book of Reference. With the dwelling house bearing civic Numbers 2716, 2718 and 2720 of said Hutchison Street and other erections thereon; the side walls whereof are mitoyen with the adjoining premises and with the right of use in common with others in the lane in rear of the said emplacement.”

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Montreal, May 30th, 1945  
[First insertion, June 2nd, 1945]

L.-P. CAISSE,  
Sheriff.  
9440-22-2-o

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal, à savoir: } S. Gold, demandeur, vs  
N° 235362 } E. M. Taylor, défendeur

"Une demie non-divisée de droit, titre et intérêt dans et à:

Un emplacement ayant front sur la rue Viau, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro quatre cent vingt-six du lot originaire numéro un (1-426) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 26ième jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$230 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Casgrain, en date du 11 juin 1945.

Le Shérif,

L.-P. CAISSE.

Bureau du Shérif.

Montréal, le 19 juin 1945.

9673-25-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Cour du Recorder — Cité de Montréal  
District de Montréal

Montréal à savoir: } LA CITÉ DE MONT-  
N° 122 } RÉAL, demanderesse vs  
LEANDRE VALLÉE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Wilson, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, composé:

1° du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro cinq cent vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-quinze (175-520-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

2° du lot numéro un de la subdivision numéro cinq cent vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-quinze (175-521-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 4115 de la rue Wilson. Avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-SIX JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$650 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Casgrain, daté le 13 juin 1945.

Le Shérif,

L.-P. CAISSE.

Bureau du Shérif.

Montréal, 20 juin 1945.

[Première insertion, 23 juin 1945]

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal.

Montreal, to wit: } S. Gold, plaintiff; vs E.-  
No. 235362 } M. Taylor, defendant.

"An undivided one-half right, title and interest in and to:

An emplacement fronting on Viau Street in the City of Montreal, known and designated as subdivision lot number four hundred and twenty-six of the original lot number one (1-426) on the Official Plan and Book of References of the Village of Hochelaga, with buildings thereon erected."

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the 26th day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$230.00 shall be exacted from each and any bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Casgrain, dated June 11th, 1945.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office,

Montreal, June 19th, 1945.

Sheriff,

9673-25-2-o

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Recorder's Court — City of Montreal  
District of Montréal

Montreal, to wit: } THE CITY OF MONT-  
No. 122 } RÉAL, plaintiff; vs  
LEANDRE VALLÉE, defendant.

An emplacement fronting on Wilson street in Notre-Dame de Grâce ward, in the city of Montreal, composed of:

1. Lot number two of the subdivision of lot number five hundred and twenty of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy-five (175-520-2) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

2. Lot number one of the subdivision number five hundred and twenty-one of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy-five (175-521-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

With buildings thereon erected, bearing civic number 4115 Wilson street, with all active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$650 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Casgrain, dated June 13th, 1945:

L.-P. CAISSE.

Sheriff's Office,

Montreal, June 20th, 1945.

[First insertion, June 23rd, 1945]

Sheriff,

9685-25-2

## QUÉBEC

*Fieri Facias — Cour du Recorder*

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC  
N° 13/45 } contre Dame A. CON-  
NOLLY, à savoir:

La subdivision No 68 (soixante-huit) du lot No 723 (sep cent vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé au lieu appelé Gros Pin, circonstances et dépendances.

## QUEBEC

*Fieri Facias — Recorder's Court*

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
No. 13/45 } against DAME A. CON-  
NOLLY, to wit:

Subdivision No. 68 (sixty-eight) of lot No. 723 (seven hundred and twenty-three) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, now Jacques-Cartier Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the place called "Gros Pin", circumstances and dependencies.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 6 juin 1945.  
 Le Shérif, L. LAPIERRE.  
 9510-23-2-0  
 [Première insertion 9 juin 1945.]  
 [Seconde insertion, 23 juin 1945.]

To be sold at my office, in the city of Quebec on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 6th, 1945.  
 L. LAPIERRE, Sheriff.  
 9510-23-2  
 [First insertion: June 9, 1945.]  
 [Second insertion: June 23, 1945.]

*Fieri Facias* — Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC  
 N° 144/44 } contre Dame EMMA

LESAGE, épouse de E.-L. Bergeron, à savoir: La subdivision No 32 (trente-deux) du lot No 46 (quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'avenue Bellevue, au lieu appelé Eastmount Park, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 6 juin 1945.  
 Le Shérif, L. LAPIERRE.  
 9511-23-2-0  
 [Première insertion: 9 juin 1945.]  
 [Seconde insertion: 23 juin 1945.]

*Fieri Facias* — Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
 No. 144/44 } against DAME EMMA

LESAGE, wife of E. L. Bergeron, to wit: Subdivision No. 32 (thirty-two) of lot No. 46 (forty six) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Bellevue avenue, at the place called Eastmount Park — circumstances and dependencies — the whole as it actually subsists, with active and passive servitudes, without any exception or reserve.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 6th, 1945.  
 L. LAPIERRE, Sheriff.  
 9511-23-2  
 [First insertion: June 9th, 1945.]  
 [Second insertion: June 23rd 1945.]

**TROIS-RIVIERES**

*Fieri Facias de Terris*  
 Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 8316

DANS une cause dans laquelle: ARMAND - J. LAMY, commerçant, domicilié à Yamachiche, district des Trois-Rivières, était demandeur, vs ADEM PANNETON, domicilié dans la paroisse de St-Thomas de Caxton, district des Trois-Rivières, était défendeur, et ROBERT TRUDEL et RÉAL LEGRIS, tous deux avocats, des cité et district des Trois-Rivières, étaient distrayants, Les dits ROBERT TRUDEL et REAL LEGRIS, distrayants, Le dit ADEM PANNETON, défendeur.

1° Un certain terrain sis et situé en la paroisse de St-Thomas de Caxton, environ cent cinq acres en superficie, plus ou moins, avec maison et dépendances dessus construites, et le dit terrain connu et désigné comme étant le lot de terre numéro cinq cent sept (507) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de St-Etienne des Grès.

2° Un terrain sis et situé en la paroisse de St-Thomas de Caxton, et connu et désigné comme étant la partie longitudinale sud-est du lot numéro cinq cent seize (P. 516) du cadastre officiel de la paroisse de St-Etienne des Grès, contenant un arpent et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, borné au nord-est au cordon du troisième rang et au sud-ouest au cordon du cinquième rang, avec cabane à sucre et dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Etienne des Grès, comté de St-Maurice, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain (1945) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, ce 20 juin 1945.  
 Le Shérif, L.-P. MERCIER.  
 9686-25-2-0  
 [Première insertion, 23 juin 1945]

**TROIS-RIVIERES**

*Fieri Facias de Terris*  
 Superior Court

Canada, Province de Québec, District of Trois-Rivières, No. 8316

IN a cause wherein: ARMAND - J. LAMY, trader, domiciled at Yamachiche, district of Trois-Rivières, was plaintiff; vs ADEM PANNETON, domiciled in the parish of St-Thomas de Caxton, district of Trois-Rivières, was defendant; and ROBERT TRUDEL & REAL LEGRIS, both advocates, of the city and district of Trois-Rivières, were distracting for costs; the said ROBERT TRUDEL & REAL LEGIS, distracting for cotsts; the said ADEM PANNETON, defendant.

1. A certain lot of land being and situate in the parish of St-Thomas de Caxton, about one hundred and five acres in area, more or less — with a house and dependencies thereon erected — and the said lot of land known and designated as being lot of land number five hundred and seven (507) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of St-Etienne des Grès.

2. A lot of land situate in the parish of St-Thomas de Caxton, and known and designated as being the longitudinal Southeast part of lot number five hundred and sixteen (pt. 516) of the official cadastre for the parish of St-Etienne des Grès, measuring one and one half arpent in front by twenty-eight arpents in depth, bounded on the North-east by the line (cordon) of the third range and on the Southwest, by the line (cordon) of the fifth range — with a sugar-camp hut and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Etienne des Grès, county of St-Maurice, on TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY next (1945) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Trois-Rivières, June 20th, 1945.  
 L.-P. MERCIER, Sheriff.  
 9686-25-2  
 [First insertion, June 23rd, 1945]

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 25

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Kyle vs Lyster .....	1264
Lemarchand vs Duboc .....	1264
Millar vs Hyde .....	1264

### AVIS AUX INTÉRESSÉS: .....

1241

### AVIS DIVERS:

Dominion Lime Limited (Directeurs) ..	1266
La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre Limitée (Barrage) .....	1265
La Coopérative de l'Aqueduc du Rang Barthelemi (Fondation) .....	1266
La Société Coopérative pour la vente et le transport des produits agricoles, de Courcelles (Fondation) .....	1266
L'Association des Marchands de Richmond et Melbourne.—The Merchants' Association of Richmond and Melbourne (Formation) .....	1267
Syndicat Coopératif Industriel de Louiseville (Fondation) .....	1266
Syndicat National des Services Hospitaliers de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval (Formation) .....	1266
The Singer Manufacturing Company (Barrage) .....	1265

### CHARTES — ABANDON DE:

Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company .....	1267
Rudner's Ltd. ....	1267

### DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

#### AFFAIRES MUNICIPALES:

Notre-Dame de Portneuf, village de ...	1267
--	------

#### AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Agapit .....	1268
---	------

#### INSTRUCTION PUBLIQUE:

Castagnier, munic. scolaire de .....	1268
St-Moïse, munic. scolaire du village de ..	1268

#### TRAVAIL:

Canadian Welding Works Limited <i>et al</i> (Avis) .....	1270
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Modification) ..	1269
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Modification) .....	1268
Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi (Modification) .....	1269
Employés de garage du district de Québec (Modification) .....	1273
Industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la Province (Erratum) ...	1269
Industrie du vêtement pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification) .....	1270
Policiers de Sherbrooke (Modification) ..	1270

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Kyle vs Lyster .....	1264
Lemarchand vs Duboc .....	1264
Millar vs Hyde .....	1264

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES: .....

1241

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Dominion Lime Limited (Directeurs) ...	1266
La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre Limitée (Dam) .....	1265
La Coopérative de l'Aqueduc du Rang Barthelemi (Fondation) .....	1266
La Société Coopérative pour la vente et le transport des produits agricoles, de Courcelles (Fondation) .....	1266
The Merchants' Association of Richmond and Melbourne — L'Association des Marchands de Richmond et Melbourne (Formation) .....	1267
Syndicat Coopératif Industriel de Louiseville (Fondation) .....	1266
Syndicat National des Services Hospitaliers de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval (Formation) .....	1266
The Singer Manufacturing Company (Dam) .....	1265

### CHARTERS — SURRENDER OF:

Benrud Pants & Sportswear Manufacturing Company .....	1267
Rudner's Ltd. ....	1267

### DEPARTMENTAL NOTICES:

#### MUNICIPAL AFFAIRS:

Notre-Dame de Portneuf, village of ...	1267
--	------

#### AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Agapit .....	1268
---	------

#### EDUCATION

Castagnier, school munic. of .....	1268
St-Moïse, school munic. of the village of ..	1268

#### LABOUR:

Canadian Welding Works Limited <i>and al</i> (Notice) .....	1270
Building industry joint committee of Terrebonne county (Amendment) ...	1269
Joint committee of the paper box industry of the Province of Quebec (Amendment) .....	1268
Parity committee of the retail trade of Chicoutimi (Amendment) .....	1269
Garage employees of the district of Québec (Amendment) .....	1273
Manufacturing of paper boxes in the Province (Erratum) .....	1269
Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec (Amendment) ..	1270
Firemen of Sherbrooke (Amendment) ..	1270

**TRÉSOR:**  
**ASSURANCES:**

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard de Beauchastel .....	1275
--	------

**TREASURY:**  
**INSURANCES:**

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard de Beauchastel .....	1275
--	------

**EXAMENS DU BARREAU:**

Arthabaska: pratique du droit .....	1275
Bas St-Laurent: étude du droit .....	1276
Bas St-Laurent: pratique du droit .....	1276
Hull: étude du droit .....	1275
Montréal: étude du droit .....	1277
Montréal: pratique du droit .....	1277
Montréal: pratique du droit .....	1276
Québec: étude du droit .....	1278
Québec: pratique du droit .....	1277
St-François: étude du droit .....	1278

**BAR EXAMINATIONS:**

Arthabaska: practice of law .....	1275
Lower St. Lawrence: study of law .....	1276
Lower St. Lawrence: practice of law .....	1276
Hull: study of law .....	1275
Montreal: study of law .....	1277
Montreal: practice of law .....	1277
Montreal: practice of law .....	1276
Quebec: study of law .....	1278
Quebec: practice of law .....	1277
St. Francis: study of law .....	1278

**LETTRES PATENTES:**

Barbara Mae Corporation .....	1242
Bégin & Frères Inc. ....	1243
Bergeron & Potel Limitée .....	1243
Calumet Protestant Cemetery Inc. ....	1243
Chaussure Lacasse Ltée — Lacasse Shoe Manufacturing Co. Ltd. ....	1244
Combustion Utilities Corp. of Quebec ..	1244
East Lake Lumber Company Limited ..	1245
Em-K-Ar System Inc. ....	1245
Fainer Knitting Export Limited .....	1246
Fenmore Apartment Company .....	1246
Ferronnerie Cousineau Limitée — Cousineau Hardware Limited .....	1247
Godbout & Fortin Inc. ....	1247
Hatley Farm Limited .....	1248
H. Murray Ltd. ....	1248
J.-G. Boivin Ltée .....	1249
Jobbers Supply Company Limited .....	1249
Karo Incorporée — Karo Incorporated ..	1249
Kinsmen BoysClubs of Quebec Inc. ....	1250
La Corporation des Grossistes de Chicoutimi .....	1250
Lad & Lassie Shop Inc. ....	1251
Lakeland Sportswear Incorporated .....	1251
La Société d'Éducation des Adultes du Québec — (The Quebec Association for Adult Education) .....	1251
L'Association des Anciens Élèves du Collège Notre-Dame, Incorporée .....	1252
Laufer Realities Incorporated .....	1253
Le Bien-Etre Social de St-Joseph d'Alma .....	1253
L'École Canadienne de Réfrigération et de Chauffage, Limitée — The Canadian School of Refrigeration and Heating, Limited .....	1254
Le Théâtre Normandie, Limitée .....	1254
Merry May Shoe Co. ....	1254
Monarch Agencies Ltd. ....	1255
Montreal Chamois Manufacturing Company Limited .....	1255
Mount Royal Securities Corporation .....	1256
Norcourt Gold Mines Limited .....	1256
Notre-Dame de Grâce Curling & Bowling Club .....	1257
Nuart Novelties Limited .....	1258
Paramount Service Enterprises Ltd. ....	1258
Plessisville Furniture Company Limited ..	1258
Progress Cloak Mfg. Co. ....	1259
Ravel Mfg. Ltd. ....	1259
Rochester Vest & Robe Limited .....	1260
St. Lawrence Dry Docks Ltd. ....	1260
Twentieth Century Construction Limited .....	1261

**LETTERS PATENT:**

Barbara Mae Corporation .....	1242
Bégin & Frères Inc. ....	1243
Bergeron & Potel Limitée .....	1243
Calumet Protestant Cemetery Inc. ....	1243
Lacasse Shoe Manufacturing Co. Ltd. — Chaussure Lacasse Ltée .....	1244
Combustion Utilities Corp. of Quebec ..	1244
East Lake Lumber Company Limited ..	1245
Em-K-Ar System Inc. ....	1245
Fainer Knitting Export Limited .....	1246
Fenmore Apartment Company .....	1246
Cousineau Hardware Limited — Ferronnerie Cousineau, Limitée .....	1247
Godbout & Fortin Inc. ....	1247
Hatley Farm Limited .....	1248
H. Murray Ltd. ....	1248
J.-G. Boivin Ltée .....	1249
Jobbers Supply Company Limited .....	1249
Karo Incorporated — Karo Incorporée ..	1249
Kinsmen BoysClubs of Quebec Inc. ....	1250
La Corporation des Grossistes de Chicoutimi .....	1250
Lad & Lassie Shop Inc. ....	1251
Lakeland Sportswear Incorporated .....	1251
(The Quebec Association for adult Education) — La Société d'Éducation des Adultes du Québec .....	1251
L'Association des Anciens Élèves du Collège Notre-Dame, Incorporée .....	1252
Laufer Realities Incorporated .....	1253
Le Bien-Etre Social de St-Joseph d'Alma .....	1253
The Canadian School of Refrigeration and Heating, Limited — L'École Canadienne de Réfrigération et de Chauffage, Limitée .....	1254
Le Théâtre Normandie, Limitée .....	1254
Merry May Shoe Co. ....	1254
Monarch Agencies Ltd. ....	1255
Montreal Chamois Manufacturing Company Limited .....	1255
Mount Royal Securities Corporation .....	1256
Norcourt Gold Mines Limited .....	1256
Notre-Dame de Grâce Curling & Bowling Club .....	1257
Nuart Novelties Limited .....	1258
Paramount Service Enterprises Ltd. ....	1258
Plessisville Furniture Company Limited ..	1258
Progress Cloak Mfg. Co. ....	1259
Ravel Mfg. Ltd. ....	1259
Rochester Vest & Robe Limited .....	1260
St. Lawrence Dry Docks Ltd. ....	1260
Twentieth Century Construction Limited .....	1261

Ulric Boileau & Fils Limitée — Ulric Boileau & Sons Limited.....	1261	+ Ulric Boileau & Sons Limited — Ulric Boileau & Fils Limitée .....	1261
Vanity Frocks Inc. ....	1262	+ Vanity Frocks Inc. ....	1262
Victor Beaudriault, Limitée .....	1263	+ Victor Beaudriault, Limitée .....	1263
Westmount Plumbing & Roofing Ltd. . . . .	1262	+ Westmount Plumbing & Roofing Ltd. . . . .	1262

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Friedlander Inc. ....	1263
La Cie de Tricots Biron Ltée — Biron Knitting Mills Ltd. ....	1264
La Compagnie de Placements Productifs Limitée — The Productive Investments Company Limited .....	1263

✓ SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Friedlander Inc. ....	1263
Biron-Knitting Mills Ltd. — La Cie de Tricots Biron Ltée .....	1264
The Productive Investments Company Limited — La Compagnie de Placements Productifs Limitée .....	1263

PROCLAMATIONS:

Béarn, canton de .....	1280
Cour de circuit et Cour de magistrat du district électoral de Verchères . . . . .	1279
Cour supérieure des districts de Bonaventure et de Gaspé .....	1281
Sacré-Cœur de-Jésus, paroisse de .....	1278

PROCLAMATIONS:

Béarn, township of .....	1280
Circuit Court and Magistrate's Court of the electoral district of Verchères . . . . .	1279
Superior Court of the districts of Bonaventure and Gaspé .....	1281
Sacré-Cœur-dd-Jésus, parish of .....	1278

VENTE PAR LICITATION:

Israel <i>et vir</i> vs Israel <i>et al</i> .....	1281
---	------

SALE BY LICITATION:

Israel <i>et vir</i> vs Israel <i>et al</i> .....	1281
---	------

VENTES POUR TAXES:

Montréal-Nord, ville de .....	1284
Montréal-Ouest, ville de .....	1286
Pointe-aux-Trembles, ville de .....	1285
Saint-Michel, ville de .....	1283

SALES FOR TAXES:

Montreal-North, town of .....	1284
Montreal West, town of .....	1286
Pointe-aux-Trembles, town of .....	1285
Saint-Michel, town of .....	1283

VENTES PAR SHÉRIFS:

MONTREAL:

London & Scottish Assurance Corporation Limited vs Archambault .....	1287
Cité de Montréal vs Vallée .....	1288
Gold vs Taylor .....	1288

SHERIFFS' SALES:

MONTREAL:

London & Scottish Assurance Corporation Limited vs Archambault .....	1287
City of Montreal vs Vallée .....	1288
Gold vs Taylor .....	1288

QUEBEC:

Cité de Québec vs Connolly .....	1288
Cité de Québec vs Lesage .....	1289

QUÉBEC:

City of Quebec vs Connolly .....	1288
City of Quebec vs Lesage .....	1289

TROIS-RIVIÈRES:

Lamy vs Panneton .....	1289
------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

Lamy vs Panneton .....	1289
------------------------	------

9701-o

9701-o